

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

TRAVAIL DE REPRODUCTION SOCIALE, TRAVAIL RÉMUNÉRÉ ET
MOUVEMENT DES FEMMES :
CONSTATS, PERCEPTIONS ET PROPOSITIONS
DES JEUNES FÉMINISTES QUÉBÉCOISES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
ANNABELLE SEERY

NOVEMBRE 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait jamais pu être complété sans le soutien de plusieurs personnes.

Tout d'abord, mes plus sincères remerciements vont à toutes les féministes qui ont accepté de partager avec moi leurs idées et parfois même une partie de leur vie personnelle en lien avec mon sujet d'étude. Leur générosité a dépassé mes attentes.

Ensuite, je remercie ma directrice de recherche, madame Tania Gosselin, qui a su dès le début du processus démontrer un enthousiasme et une rigueur exemplaires. Sa grande disponibilité et ses nombreux conseils ont contribué à la qualité de ce mémoire. Je remercie aussi les membres du jury qui, par leurs commentaires pertinents, ont permis l'approfondissement de certains éléments pour la rédaction de ce document de même que pour mes réflexions futures.

Je remercie également quelques féministes de l'« autre génération » qui ont accepté de partager avec moi leurs connaissances et leurs expériences féministes. Merci à madame Louise Toupin, chargée de cours en science politique à l'UQAM et chercheuse indépendante, grâce à qui j'ai découvert tout un pan de l'histoire féministe liée au travail de reproduction sociale. Merci aussi à l'équipe de Relais-femmes pour la confrontation des idées et l'ouverture d'esprit.

Merci à ma mère pour la transcription de quelques entrevues de même que pour la révision linguistique. S'il reste des erreurs, c'est bien à cause de mes ajouts de dernière minute.

Finalement, merci Simon d'avoir gardé le fort familial durant les périodes de pointe de ce projet de longue haleine. T'avoir à mes côtés, confiant et calme, m'a permis de terminer ce mémoire sans trop de difficultés. Léo et Flavie, merci de m'avoir rappelé que l'essentiel ne se trouve pas toujours où on le pense. Tous les trois, je vous aime.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	v
RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
REVUE DE LITTÉRATURE.....	5
1.1 Le mouvement des femmes au Québec.....	5
1.2 Un discours dominant sur le travail de reproduction sociale	7
1.2.1 Une rupture entre deux vagues féministes	7
1.2.2 Un débat, trois temps.....	10
1.3 Les jeunes féministes dans le mouvement des femmes au Québec	11
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE	14
2.1 Les jeunes : contexte et formes d'engagement	15
2.1.1 Les jeunes : précisions sur une catégorie	15
2.1.2 Des changements de valeurs chez les jeunes.....	16
2.1.3 De nouvelles formes de participation et d'engagement	17
2.2 Les jeunes féministes : différences générationnelles et nouvelles formes d'engagement	19
2.2.1 L'identité féministe et les formes d'engagement	19
2.2.2 La diversité : un principe cher aux jeunes féministes.....	21
2.3 Les hypothèses	22
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE	23
3.1 Le choix de l'approche et de la méthode	23
3.2 Le recrutement	24
3.3 Le déroulement des entrevues.....	26

3.4 L'échantillon	27
CHAPITRE IV	
RÉSULTATS ET ANALYSE	30
4.1 Le travail de reproduction sociale.....	31
4.1.1 Les constats des jeunes féministes	31
4.1.2 Les perceptions sur le discours du mouvement.....	39
4.1.3 Les propositions	46
4.2 Le travail rémunéré.....	48
4.2.1 Les constats des jeunes féministes	49
4.2.2 Les perceptions sur le discours du mouvement.....	52
4.2.3 Les propositions	56
4.3 Des explications	61
4.3.1 Une différence de contexte social	61
4.3.2 Une différence de type d'engagement.....	66
CONCLUSION.....	69
APPENDICE A	
QUESTIONNAIRE	74
APPENDICE B	
PROFIL DES PARTICIPANTES.....	77
RÉFÉRENCES	80

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
B.1 Profil des participantes	77

RÉSUMÉ

Le discours du mouvement des femmes québécois lie depuis plus de quarante ans émancipation des femmes et travail rémunéré. Malgré une présence accrue sur le marché du travail des femmes ayant de jeunes enfants et une implication plus grande des pères, les femmes demeurent les premières responsables du travail de reproduction sociale, travail dit « invisible » : soins aux enfants et aux proches-dépendants, tâches domestiques et organisation familiale. Le mémoire explore la vision qu'ont les jeunes féministes du travail de reproduction sociale et du travail rémunéré au Québec dans les années 2010. Reconnaisent-elles leur vision dans le discours dominant du mouvement des femmes au Québec? Si les perceptions des jeunes féministes sont différentes de celles de leurs aînées, comment expliquer cette divergence?

Des entrevues semi-dirigées réalisées avec 29 femmes âgées de 23 à 36 ans, se considérant féministes et ayant un lien avec un lieu de militance féministe au Québec, révèlent que les perceptions en lien avec le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré diffèrent significativement des idées véhiculées par le discours dominant du mouvement des femmes au Québec. Elles constatent qu'être mère aujourd'hui implique une course à la performance et que le partage des tâches n'est pas égalitaire au sein des couples. Elles remarquent qu'aucun débat n'a eu lieu depuis le début des années 1980 sur la question du travail de reproduction sociale dans le mouvement des femmes québécois et croient qu'il est temps de développer une nouvelle réflexion sur le sujet. Les féministes rencontrées remettent aussi en question la centralité du travail rémunéré constatant qu'il n'a pas apporté que du positif dans la vie des femmes. Le travail à temps partiel est alors vu comme un idéal, en autant qu'il soit associé à un salaire intéressant. Le désir d'équilibre et de cohérence entre les différentes sphères de la vie des femmes rencontrées pourrait ainsi se matérialiser. Les entrevues montrent que le contexte social différent dans lequel évoluent les jeunes féministes, de même que le type d'engagement et de participation spécifique aux jeunes expliquent en bonne partie les divergences entre le discours des jeunes féministes et celui du mouvement des femmes.

Mots-clés : jeunes féministes, mouvement des femmes au Québec, travail de reproduction sociale, travail rémunéré, différences générationnelles, contexte social, engagement.

INTRODUCTION

Lors des campagnes électorales provinciales de 2007 et de 2008, l'Action démocratique du Québec (ADQ) a proposé de verser entre 50 \$ et 100 \$ par enfant par semaine aux familles qui n'utiliseraient pas le réseau public de services de garde. Plusieurs féministes ont vivement réagi. Pour elles, il s'agissait d'« une recette pour la pauvreté des femmes. » (Fédération des femmes du Québec *et al.*, 2008)

À l'automne 2010, le débat sur la rémunération des parents (surtout des femmes) qui choisiraient de rester à la maison pour prendre soin des enfants a refait surface dans le quotidien *La Presse* (Galipeau, 2010), dans le magazine *L'Actualité* (Fortin, 2010) et à l'émission de télévision *Bazzo.tv* (Bazzo.tv, 2010). Il est alors question des coûts engendrés par une telle mesure dans un contexte de ressources publiques limitées et du fait que les femmes se retrouveraient (encore) les grandes perdantes en devenant dépendantes d'un conjoint.

Depuis les 40 dernières années, le discours dominant du mouvement des femmes québécois lie l'émancipation des femmes et le travail rémunéré à l'extérieur de la maison. Les revendications du mouvement sont donc en majorité en lien avec la conciliation famille-travail. Il semble avoir été et être toujours difficile de présenter d'autres points de vue liés au travail de reproduction sociale dans le mouvement des femmes québécois.

Pourtant, certaines femmes vivent une grande valorisation dans leur rôle de mère à la maison et aimeraient que ce rôle soit reconnu à sa juste valeur. De nombreuses mères travaillant à temps plein sont fatiguées et cherchent des solutions (Surprenant, 2009).

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) montre dans un document publié en 2011 qu'avec le taux d'emploi des femmes qui augmente au Canada, le nombre d'heures consacrées au travail non rémunéré diminue pour les femmes et augmente pour les hommes (Miranda, 2011). Bien que les choses tendent à changer depuis les dernières décennies avec cette implication plus soutenue des pères à l'intérieur des foyers, la majorité des mères font toujours la double tâche. Un article de Statistique Canada sur le travail non rémunéré dans les ménages indique qu'en 2010, les Canadiennes, qu'elles occupent un emploi à l'extérieur de la maison ou non, consacrent toujours plus d'heures par semaine que les hommes aux soins des enfants et aux tâches domestiques (Milan *et al.*, 2011). La situation n'est pas différente au Québec (Ministère de la Famille et des Aînés, 2011, p. 486; Roy, 2006). Il en ressort que les hommes récoltent davantage en termes de revenu et de reconnaissance sociale que les femmes dans une société où ce qui n'est pas rémunéré est invisible.

Le dilemme égalité-différence¹ bien connu des féministes se pose donc toujours : d'une part, une revendication à l'égalité (économique et sociale), exprimée en termes d'intégration obligatoire des femmes au marché du travail et, d'autre part, une valorisation du travail effectué (encore très majoritairement) par des femmes, par la reconnaissance matérielle, sociale et politique des soins aux enfants et aux proches-dépendants et de l'organisation de la maison. Ce travail familial dit « invisible » est souvent perçu comme faisant obstacle à la pleine égalité des femmes. Même si les jeunes féministes veulent changer, tout comme leurs aînées, les rôles sociaux de sexe et atteindre une égalité réelle entre les femmes et les hommes, le contexte dans lequel elles ont grandi et le type de participation qu'elles mettent

¹ Voir sur ce sujet Walby, Sylvia. 2000. « La citoyenneté est-elle sexuée? ». In *Genre et politique. Débats et perspectives*, sous la dir. de Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 51-87. Coll. Folio/Essais. Paris : Éditions Gallimard, Scott, Joan W. 1998. *La citoyenneté paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 288 p., Pateman, Carole. 1992. « Equality, Difference, Subordination : the Politics of Motherhood and Women's Citizenship ». In *Beyond Equality and Difference : Citizenship, Feminist Politics and Female Subjectivity*, sous la dir. de Gisela Bock et Susan James, p. 17-31. New York : Routledge, et Pateman, Carole. 2000. « Féminisme et démocratie », in *Genre et politique. Débats et perspectives*, sous la dir. de Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 88-121. Coll. Folio/Essais, Paris, Éditions Gallimard.

de l'avant peut différer. Leurs idées et perceptions sur le travail de reproduction sociale² peuvent donc différer de celles des féministes qui les ont précédées.

Notre question de recherche se pose donc en trois parties. Premièrement, quelle est la vision des jeunes féministes, qu'elles soient mères ou non, sur le travail de reproduction sociale et du travail rémunéré? Ensuite, reconnaissent-elles leur vision de la maternité³ et du travail dans le discours dominant du mouvement des femmes au Québec? Enfin, si la vision des jeunes féministes est différente de celle de leurs aînées, comment expliquer cette divergence?

À notre connaissance, aucune recherche n'a soulevé ces questions à ce jour. La question de la relève dans les groupes de femmes et la base militante est une préoccupation grandissante. Tout en reconnaissant que les raisons pour lesquelles certaines jeunes féministes ne se sentent pas toujours à l'aise dans le mouvement des femmes actuel au Québec puissent être multiples, la question du travail de reproduction sociale pourrait en représenter un aspect comme en témoigne l'amorce des débats soulevés notamment par la proposition de l'ADQ. De plus, le mouvement des femmes québécois est un acteur important de l'environnement social et politique depuis plusieurs décennies (Maillé, 2000). Il doit, comme tout autre mouvement, s'adapter aux changements sociaux et politiques qui surviennent. L'analyse que nous ferons dans le cadre de cette recherche vise donc à enrichir les connaissances et la compréhension d'un pan du mouvement des femmes au Québec dans les années 2010.

² Nous utilisons le terme travail de reproduction sociale comme étant le travail fait gratuitement à l'intérieur des foyers comprenant tant les tâches domestiques que les soins aux enfants et aux proches-dépendants, de même que l'organisation de la maison. Le travail de reproduction sociale est un des deux éléments constituant la division sexuelle du travail, l'autre étant le travail productif. Danièle Kergoat explique la division sexuelle du travail ainsi : « Cette forme de division sociale du travail a deux principes organisateurs : le *principe de séparation* (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le *principe hiérarchique* (un travail d'homme 'vaut' plus qu'un travail de femme). » Le travail d'homme est celui de production à l'extérieur de la maison et qui est rémunéré et celui des femmes, celui de reproduction sociale fait au sein du foyer gratuitement. Voir Kergoat, Danièle. 2000. « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ». In *Dictionnaire critique du féminisme*, sous la dir. de Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, p. 35-44. Paris : Presses universitaires de France.

³ Il ne sera pas question ici des aspects liés au corps des femmes (fertilité, grossesse, accouchement, allaitement), même si ce sont des aspects importants de la littérature féministe, mais plutôt de l'aspect social de la maternité. Il s'agit de deux corpus littéraires différents.

Nous commençons, au chapitre I, par présenter notre revue de littérature. Nous y traitons du mouvement des femmes au Québec, du discours dominant sur le travail de reproduction sociale de même que de la place des jeunes féministes dans le mouvement. Nous poursuivons au chapitre II en posant notre cadre théorique qui explique les différences ancrées dans le contexte de différentes générations et les nouvelles formes de participation qui en découlent. Les thèmes sont exposés en deux parties : une première sur les jeunes en général et une seconde mettant l'accent sur les jeunes féministes. Nous présentons ensuite, au chapitre III, notre méthodologie de même que la composition de notre échantillon. Le chapitre IV est consacré à la présentation des constats des jeunes féministes rencontrées, de leurs perceptions du discours du mouvement des femmes, de même que de leurs propositions en lien avec, d'une part, le travail de reproduction sociale, et, d'autre part, le travail rémunéré. Nous détaillons aussi à la troisième partie de ce chapitre l'analyse que nous faisons des propos des féministes rencontrées. Nous terminons en conclusion avec quelques pistes pour poursuivre la réflexion sur notre sujet.

CHAPITRE I

REVUE DE LITTÉRATURE

Le présent chapitre présente la revue de littérature qui a alimenté notre recherche. Nous présentons tout d'abord le mouvement des femmes québécois, puis le discours dominant du mouvement des femmes sur le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré. Tant la rupture entre la première et la deuxième vague féministe que quelques moments du débat dans les 40 dernières années sont abordés. Ce chapitre se termine avec la place des jeunes féministes dans le mouvement des femmes québécois.

1.1 Le mouvement des femmes au Québec

Dès les années 1970, plusieurs féministes québécoises ont fait le choix de se rassembler en groupes formels et structurés (Saint-Charles *et al.*, 2009). À partir des années 1980, avec le début de l'ère néolibérale (gouvernements conservateur à Ottawa et libéral à Québec, élections de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis), plusieurs groupes de femmes offrent des services que les gouvernements ne veulent pas ou plus offrir eux-mêmes. Ce travail « terrain », aussi appelé féminisme de services, a permis au mouvement des femmes québécois « d'ouvrir un nouveau champ d'expérimentation, d'expertise et de pratiques féministes. » (Descarries et Corbeil, 1997, p. 21) Cela a aussi donné une base très stable au mouvement : ces groupes sont toujours la base actuelle du mouvement, écrivent Francine Descarries et Christine Corbeil en 1997. Certains existent depuis près de 40 ans. Ils sont très diversifiés et se trouvent un peu partout au Québec. Nous

pouvons nommer, par exemple, les centres de femmes regroupés sous l'égide de l'R des Centres de femmes du Québec, le Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT).

Les interactions entre les divers groupes formels sont nombreuses et fréquentes. Plusieurs de ces groupes sont financés par l'État et ont un personnel salarié permanent (Saint-Charles *et al.*, 2009). Chantal Maillé rapporte que ces groupes,

[i]ssus majoritairement de la deuxième vague du féminisme, celle qui a émergé avec l'articulation d'un féminisme libéral se nourrissant de revendications principalement adressées à l'endroit de l'État, [...] constituent la partie la plus facilement observable du mouvement des femmes contemporain [...]. (Maillé, 2000, p. 90)

La Fédération des femmes du Québec, fondée en 1966, regroupe la grande majorité des groupes formant la base du mouvement et demeure l'organisation la plus connue du mouvement des femmes québécois. Il s'agit d'une organisation « parapluie » qui regroupait 184 groupes et 660 membres individuelles en avril 2012 (Fédération des femmes du Québec, 2012).

Il faut cependant ajouter que plusieurs groupes ou réseaux féministes se forment au fil des conjonctures sans devenir aussi formels. Par exemple, plusieurs personnes se rencontrent de façon régulière sans jamais former un organisme à but non lucratif dûment enregistré. Louise Toupin met en garde contre une généralisation de la formalisation du mouvement. Elle rappelle que certains groupes féministes se sont formés depuis les années 1980 en dehors des groupes plus formels davantage connus. Ces derniers sont souvent associés à la Maison Parent-Roback⁴ à Montréal qui est un « pôle d'identification du mouvement des femmes au Québec. » (Toupin, 2005, p. 79)

⁴ Louise Toupin présente la Maison Parent-Roback comme étant « un projet collectif [...] du mouvement des femmes concrétisé en 1998. La Maison loge une douzaine de groupes nationaux et un important centre de documentation [...]. Elle est devenue un lieu important de diffusion d'initiatives féministes variées [...]. » dans Toupin, 2005, p. 79.

1.2 Un discours dominant sur le travail de reproduction sociale

La réaction d'une large part du mouvement à la proposition de l'ADQ est un exemple du discours dominant : les femmes doivent travailler à temps plein contre rémunération pour atteindre l'autonomie économique. Les revendications du mouvement sont donc majoritairement en lien avec des mesures de conciliation toujours plus poussées entre famille et travail. De plus, les femmes à la maison sont très souvent perçues comme rétrogrades, menacées de dépendance, voire aliénées (Cloutier, 2011).

1.2.1 Une rupture entre deux vagues féministes

Ce discours prend forme il y a plus de 40 ans alors que les féministes de la deuxième vague remettent en question la dichotomie entre la sphère publique et la sphère privée. Ces deux sphères renvoient à ce qui constitue supposément les essences féminines et masculines : les femmes seraient naturellement maternelles, douces, aimantes, à l'écoute et seraient donc faites pour rester à la maison et prendre soin des enfants et des parents dépendants. Les hommes, quant à eux, seraient extravertis, forts, peu portés sur les sentiments et donc mieux outillés pour travailler à l'extérieur du foyer. Selon Diane Lamoureux,

[l]e statut social des femmes est donc redéfini en fonction de leur naturalisation et de la limitation de leur mouvement dans le social. [...] De plus, on construit autour de la fonction maternelle une sphère où elles pourront déployer leur activité mais qui aura pour effet de les soustraire à la visibilité sociale, de les enclôtre. (1997, p. 37)

Le père est alors le seul à avoir le droit d'aller d'une sphère à l'autre, du privé au public. Ce sont ces limitations inscrites dans les conventions, entre autres, que les féministes combattent.

C'est ainsi que les féministes de la deuxième vague ont vu la famille comme l'« institution-clé de leur oppression » (Dandurand, 1994, 1). Les années 1960 marquent donc une rupture au niveau de la perception de la famille et une grande part des revendications féministes tournent autour de la sphère domestique :

Dépouillée de son vernis romantique, la famille a émergé comme un site du pouvoir masculin, un pouvoir qui dans sa forme la plus bienveillante amenait les femmes à travailler un nombre excessif d'heures pour un minimum de récompense, et qui, au pire, les rendait victimes d'abus physiques et sexuels. (Phillips, 2000, p. 417)

Pour Yolande Cohen, historienne féministe, les années 1960 au Québec marquent aussi globalement la rupture avec les idées féministes maternalistes de la première vague qui posaient la différence des sexes comme fondement des revendications. Ainsi, une majorité de suffragettes dans la première moitié du XX^e siècle revendiquent le droit de vote au nom de leur rôle particulier de mère. Elles militent aussi pour plusieurs politiques sociales liées à la famille et à la santé des enfants. Même si elles revendiquent l'égalité, plusieurs le font sous le signe de la différence des rôles sexués (Cohen, 2000).

Cohen explique que la majorité des féministes de la deuxième vague rejettent les postulats maternalistes tels qu'elles les perçoivent et posent les valeurs de démocratie universelle comme base pour revendiquer la citoyenneté pleine et entière. De ce fait, de nouvelles organisations naissent, dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ) (Cohen, 2000). Ces organisations revendiquent maintenant des droits politiques et économiques au nom de l'égalité avec les hommes, comme le droit à l'avortement, l'accès à l'éducation et au marché du travail, etc.

Gisela Bock fait la même constatation : après que des féministes de la première vague venant de partout en Occident aient milité pour l'émancipation des femmes en même temps que pour des mesures sociales plus élaborées auprès des États-providence⁵ naissants, il semble être acquis aujourd'hui que la lutte pour la liberté et l'égalité des femmes se mène sur le terrain du marché du travail. Elle avance que « réclamer la reconnaissance publique de 'la maternité comme fonction sociale' » semble dépassé (Bock, 2002, p. 554).

⁵ Pour une lecture plus approfondie des liens entre États-Providence et féminisme, on peut lire, entre autres, Orloff, Ann. 1996. « Gender in the Welfare State », *Annual Review of Sociology*, vol. 22, p. 51-78 et O'Connor, J. S., Orloff, A. et Shaver, S. 1999. *States, Markets, Families: Gender, Liberalism, and Social Policy in Australia, Canada, Great Britain, and the United States*. Cambridge, U.K.: Cambridge University Press.

Au Québec, cette rupture au sein du mouvement des femmes se forme en même temps que la vague nationaliste québécoise dans les années 1960 et 1970. Rapidement, le lien naissant dans le discours du mouvement entre femmes modernes et Québec moderne, entre l'émancipation des femmes et l'émancipation du Québec, se concrétise davantage pour devenir une seule et même émancipation qui « serait garantie par la souveraineté du Québec. » (Cohen, 2000, p. 45)

À cet égard, Cohen présente l'événement des Yvette comme étant un moment important et le résume brièvement. En mars 1980, en pleine campagne référendaire, Lise Payette, du Parti québécois, commente un sondage et livre son analyse. Pour elle, il y avait deux groupes qui ne semblaient pas enclins à voter pour le Oui : les anglophones et les femmes. Elle lie directement la résistance des femmes à appuyer la souveraineté à leur refus de la liberté que leur offrait le Parti québécois. Elle en rajoute en lisant un extrait d'un livre scolaire de l'époque évoquant le rôle traditionnel des femmes à travers le rôle d'une fillette prénommée Yvette. Elle finit en faisant un parallèle entre le camp du Non et son chef, Claude Ryan, disant que ce dernier ne veut avoir que des Yvette au Québec. Très peu de féministes ont contesté cette analyse, car elle correspondait à la leur (Cohen, 2000, p. 44-46).

Les trois termes modernisation, émancipation et libération sont reliés dans la littérature sur le Québec et les femmes des années 1960-1980. Ils représentent l'idée du rejet d'un passé oppressant pour aller vers un futur moderne, libérateur et égalitaire. Selon Cohen, le lien entre féminisme et souveraineté au Québec signifiera le rejet « [du] féminin dans un passé lointain, inutile et dépassé. » (2000, p. 45) Il s'agit donc d'une manière de diviser les femmes d'avant la modernisation, soit des femmes incarnant le rôle sexué traditionnel des femmes (mère, épouse et ménagère) et les femmes modernes, émancipées, qui travaillent à l'extérieur du foyer familial. Avec la modernisation, les femmes se seraient départies du rôle qui leur a été traditionnellement assigné.

1.2.2 Un débat, trois temps

Ainsi, le discours dominant du mouvement des femmes au Québec sur le travail de reproduction sociale lié au risque de dépendance et sur le travail rémunéré comme source d'émancipation se forme dans un contexte particulier. Il semble qu'à trois reprises dans les 40 dernières années nous ayons vu poindre un débat sur le travail de reproduction sociale au sein du mouvement des femmes. À la fin des années 1970, le Réseau international pour un salaire au travail ménager⁶ proposait de salarier le travail invisible. Puis, en 1997, le débat a resurgi lors du processus de réforme de la sécurité du revenu du gouvernement provincial avec son intention d'obliger les mères monoparentales d'enfants en bas âge bénéficiaires de l'aide sociale d'amorcer une démarche d'insertion vers l'emploi.⁷ Finalement, la proposition de politique familiale de l'ADQ en 2007 et en 2008 a déclenché un autre débat. À chacun de ces moments, c'est le discours sur l'émancipation des femmes par le travail rémunéré à l'extérieur de la maison qui a prédominé, même si des voix⁸ plus ou moins fortes se sont

⁶ Voir le dossier du magazine *La vie en rose*, mars, avril, mai 1981, p. 14-20, qui publie de larges extraits du texte de Silvia Federici du Réseau international pour le salaire au travail ménager intitulé *Wages Against Housework*, les positions de dizaines de groupes féministes québécois sur le salaire au travail ménager (pour la grande majorité contre) et un éditorial des journalistes du magazine sur la question.

⁷ Voir, entre autres, les textes d'analyse suivants : Francine Descarries et Christine Corbeil, « Politique familiale et sécurité du revenu à l'aube de l'an 2000 : Comment amenuiser l'ostracisme social des femmes pauvres? », *Le Devoir* (Montréal), 1997, p. A9. et Lucie Bélanger, Huguette Labrecque-Marcoux, Jocelyne Lamoureux et Louise Toupin, « La reconnaissance monétaire du travail familial », *Relations*. En ligne. No 639, avril 1998, p. 84-88. http://www.revuerelations.qc.ca/relations/archives/themes/textes/femmes/femm_bela_9804.htm. Consulté le 11 février 2010. Ces deux textes (le second écrit en réaction au premier) présentent les deux positions qui s'affrontent : d'un côté, les auteures privilégient un retour rapide des mères d'enfants en bas âge sur le marché de l'emploi, de l'autre, les auteures mettent l'accent sur l'importance de ne pas voir le travail salarié comme seule source d'intégration sociale.

⁸ Dans les années 1970, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) pilote le dossier des femmes collaboratrices de leur mari dans les entreprises à but lucratif. Ainsi, l'AFEAS travaille à brosser le portrait de ces femmes qui travaillent dans l'entreprise familiale, agricole ou autre, sans statut social ou juridique ni avantages sociaux. Ce portrait publié en 1976 servira d'outil pour rendre le travail des femmes collaboratrices visible et pour faire la promotion des droits de ces femmes. La lutte sera gagnée en 1980 : les femmes collaboratrices auront le statut de salariée et pourront ainsi avoir les droits économiques et juridiques qui s'y rattachent (Lamoureux *et al.*, 1993, 98-108). L'AFEAS continue à militer ouvertement pour la reconnaissance du travail invisible des femmes et crée en 2001 la Journée du travail invisible (site Web de l'AFEAS). L'organisation est marginale au sein du mouvement des femmes québécois.

élevées pour tenter de ramener les projecteurs sur le travail de reproduction sociale fait par les femmes. Les argumentaires des deux camps dans les années 2000 sont représentatifs de ceux des années précédentes. D'une part, les signataires d'une lettre ouverte expriment leur désapprobation ainsi : « [...] en plus d'avoir pour effet de déstabiliser le réseau des centres de la petite enfance (CPE), [cette proposition] créerait un obstacle considérable au travail des jeunes femmes. [...] C'est le droit à l'autonomie économique des femmes qui doit être préservé. » (Fédération des femmes du Québec *et al.*, 2008) D'autre part, une féministe pense plutôt qu'il faut cesser de faire du « mère au foyer *bashing* » et tenter d'imaginer des moyens qui permettraient aux mères au foyer de participer aux « affaires de la cité. » (Vézina, 2007) Cette deuxième position a, comme précédemment, eu moins d'écho que la première.

Il semble donc qu'un discours dominant ait guidé et guide toujours les revendications du mouvement des femmes québécois sur le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré. Cela demeure vrai même si les militantes du mouvement des femmes québécois n'ont jamais partagé une seule et unique pensée féministe (Dumont, 2005).

1.3 Les jeunes féministes dans le mouvement des femmes au Québec

La relève dans les groupes de femmes et au sein des militantes du mouvement des femmes québécois est une préoccupation depuis plusieurs années. La moyenne d'âge des travailleuses des groupes qui forment la base du mouvement est de plus de 45 ans. Le roulement des salariées de moins de 35 ans est aussi très élevé (Saint-Charles *et al.*, 2009).

Dans la recherche menée par Johanne Saint-Charles et ses collègues, le mouvement des femmes est décrit comme un « cocon » tissé serré qui peut être invitant grâce aux « valeurs féministes partagées » (Saint-Charles *et al.*, 2009, p. 158), mais aussi un lieu où les nouvelles venues se sentent parfois isolées. Les travailleuses se connaissent pratiquement depuis toujours et se comprennent presque sans se parler, partageant des luttes et des façons de faire depuis longtemps. Les jeunes travailleuses de l'étude qualifient le mouvement de « cloître » et ne veulent pas de cet enfermement qui a, selon elles, « des impacts sur la capacité du mouvement à se renouveler et à maintenir sa pertinence. » (Saint-Charles *et al.*, 2009,

p. 159) Elles avancent qu'elles peuvent critiquer certains éléments du mouvement mais qu'elles ne se sentent pas toujours entendues. Il semble y avoir des sujets tabous au sein du mouvement, des thèmes qu'il est plus difficile d'aborder ouvertement avec ses collègues féministes, comme les relations personnelles. Maria Nengeh Mensah fait entendre un son de cloche similaire en rapportant que selon certaines jeunes féministes, « tout en étant de fervents défenseurs des idéaux d'égalité et de sororité, ce sont les milieux féministes eux-mêmes qui font naître chez elles un sentiment d'être exclues et occultées, voire de ne pas être à la hauteur. » (Nengeh Mensah, 2005, p. 12)

Même si elles partagent avec leurs aînées un grand désir d'égalité entre les femmes et les hommes, les jeunes femmes du mouvement souhaitent un militantisme « plus éclaté, moins totalitaire et fusionnel, plus ouvert à la créativité, à la spontanéité et à la diversité. » (Saint-Charles, 2009, p. 156) Elles veulent que l'importance qu'elles accordent à leur vie privée soit aussi reconnue. Anne Quéniart et Julie Jacques notent cette importance de la vie privée au-delà de l'engagement politique et social : « [...] family values and private life in general are things that are very important to them. » (2004, p. 190) Plusieurs jeunes femmes qu'elles ont interviewées dans le cadre d'une étude sur l'engagement des jeunes femmes au Québec ont vécu le divorce de leurs parents et ne veulent pas répéter l'erreur de mettre tout leur temps et leur énergie dans leur carrière. Outre ce contexte familial, Quéniart et Jacques abordent aussi le changement de militance chez les jeunes :

Ce refus d'une certaine unification de la pensée, ce besoin de liberté de parole, cette absence, pourrait-on dire, de fidélité absolue au parti, tout cela traduit bien les changements de sens de l'engagement politique, notamment chez les jeunes [...]. (2001, p. 51)

Les propos de ces chercheuses rejoignent ceux de Maria Nengeh Mensah au sujet de la troisième vague féministe, tant au Québec qu'ailleurs en Occident. Très succinctement, ce qui différencierait la troisième vague des précédentes est le type de militance ressentie et vécue par ses membres, soit une militance davantage individuelle, au quotidien. Pour Nengeh Mensah, en plus de l'idée d'*empowerment* très présente dans cette mouvance féministe, les féministes de la troisième vague « font la promotion d'une action politique [...] du type 'ce que je fais, ce que je dis, ce que j'achète, c'est ma militance'. » (2005, p. 17)

Il est important de noter que ce ne sont pas toutes les jeunes féministes qui font partie de la mouvance de la troisième vague. Comme toute nomenclature, celle des vagues a ses limites. Certaines jeunes féministes choisissent d'intégrer des groupes existants, alors que d'autres préfèrent rester en dehors des institutions mises en place et dirigées par des féministes du baby-boom (Nengeh Mensah, 2005). Les types de militance et de lieux pour l'exprimer sont très variés (Potin, 2011).

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

Nous mettons de l'avant deux éléments d'analyse principaux pour expliquer la spécificité de la vision des jeunes féministes québécoises sur le travail de reproduction sociale et sur le travail rémunéré : le contexte social dans lequel ont évolué et évoluent les jeunes militantes ainsi que les nouveaux modes d'engagement et de participation des jeunes. Nous sommes consciente que ces deux éléments sont liés. D'ailleurs, certains politologues ont mis en évidence que la participation peut être expliquée par le contexte social. Pippa Norris, par exemple, base sa réflexion sur les théories traditionnelles de la socialisation. Elle affirme que ces théories expliquent que les « social and political values are gradually acquired during the formative years in childhood and adolescence, due to early experiences in the home, school, community, and workplace [...]. » (Norris, 2004, p. 20)

La littérature sur les contextes sociaux et les types de participation et d'engagement des jeunes est abondante. Les corpus choisis mettent, d'une part, l'accent sur les jeunes en général et, d'autre part, sur les jeunes féministes et le mouvement des femmes plus particulièrement.

2.1 Les jeunes : contexte et formes d'engagement

Cette section précise ce qu'on entend par les « jeunes » et présente brièvement diverses caractéristiques de la jeune génération actuelle : ses valeurs, ses formes d'engagement et de participation et son besoin de cohérence.

2.1.1 Les jeunes : précisions sur une catégorie

Comme toutes catégories, celle des jeunes est arbitraire et peut varier d'un contexte à l'autre. Nous sommes tous le « jeune » ou la « vieille » de quelqu'un. Bourdieu, dans son texte *La jeunesse n'est qu'un mot*, précise que

la frontière entre jeunesse et vieillesse est dans toutes les sociétés un enjeu de lutte. [...] Cette structure, qui se retrouve ailleurs (par exemple dans les rapports entre les sexes) rappelle que dans la division logique entre les jeunes et les vieux, il est question de pouvoir, de *division* (au sens de partage) des pouvoirs. Les classifications par âge (mais aussi par sexe ou, bien sûr, par classe...) reviennent toujours à imposer des limites et à produire un *ordre* auquel chacun doit se tenir, dans lequel chacun doit se tenir à sa place. (1980, p. 143-144)

Même si la division selon l'âge est arbitraire, il n'en reste donc pas moins qu'elle existe dans les rapports sociaux entre les générations. Madeleine Gauthier affirme, dans cet ordre d'idées, qu'il y a eu six générations de jeunes depuis 1930 et qu'elles « présentent des différences assez grandes entre elles. » (2008, p. 30) Selon elle, les jeunes de la Grande Crise, ceux de la génération X et la jeunesse d'aujourd'hui par exemple n'ont pas les mêmes valeurs. Cette dernière cohorte (celle qui nous intéresse dans ce mémoire) « présente des caractéristiques différentes de celles qui la précèdent à bien des points de vue, ne serait-ce que parce qu'elle est la première à être née de parents globalement aussi scolarisés » et dont les membres ont eux-mêmes, dans la majorité des cas, poursuivi des études supérieures (Gauthier et Vultur, 2007, p. 273-274). Une des caractéristiques propres aux jeunes actuellement serait, entre autres, la réticence face aux rapports hiérarchiques et à l'autorité. Cela serait causé par le fait qu'ils ont vécu dans des familles peu nombreuses où le rôle parental était beaucoup plus souple que par le passé. Cela s'accompagnerait « d'une tendance à la méfiance envers les institutions qui fonctionnent selon une logique de prise en charge. » (Gauthier et Vultur, 2007, p. 277)

2.1.2 Des changements de valeurs chez les jeunes

Gauthier et Vultur expliquent ce que représentent les valeurs pour eux :

Les valeurs sont difficiles à repérer et, plus encore, à mesurer. Elles représentent des tendances. Cela signifie donc qu'elles ne sont pas partagées au même degré par tous. Mais elles sont au cœur de la culture, des idéaux collectifs « source à la fois d'intégration pour les membres de la collectivité et de tensions entre les générations » (Pronovost et Royer, 2004, p. 3). (2006, p. 277)

Les auteurs, en s'appuyant sur diverses enquêtes, brossent le portrait des valeurs spécifiques qui seraient chères aux jeunes québécois des années 2000. La qualité de vie serait un élément particulièrement essentiel pour eux. Cette importance se traduit par une conception différente de l'organisation du travail et du plan de carrière alors qu'ils disent que « le travail, s'il est important, n'est pas toute la vie. » (Gauthier et Vultur, 2006, p. 283) Gauthier donne en exemples les hommes qui sont de plus en plus nombreux à prendre des congés à la naissance de leurs enfants, de même que la mobilité en entreprise « fréquente lorsqu'il est possible d'y trouver des retombées intéressantes sur la vie privée. » (2008, p. 38) Même si le travail rémunéré demeure une valeur importante puisqu'occupant une grande place dans l'organisation du temps, Gauthier constate qu'ayant souvent conjugué travail et études, « les jeunes ont appris très tôt à hiérarchiser leur emploi du temps en fonction de ce qui leur semble le plus important. » (Gauthier et Vultur, 2006, p. 282)

La famille, quant à elle, serait la valeur la plus importante pour les jeunes du Québec et d'ailleurs. Dans plusieurs études produites depuis le début des années 2000 et rapportées par Gauthier et Vultur, les jeunes disent l'importance qu'ils accordent à une vie amoureuse et familiale réussies. L'environnement gagnerait aussi en importance car les jeunes d'aujourd'hui ont été conscientisés dès l'enfance à prendre en compte l'impact sur l'environnement des gestes qu'ils posent (Gauthier, 2008, p. 38).

2.1.3 De nouvelles formes de participation et d'engagement

Lucy Baugnet parle de « représentation individualiste » pour caractériser la nouvelle forme de participation des jeunes. Cela signifie que le rejet des formes conventionnelles de participation et l'individualisme ne caractérisent non pas un jeune indifférent ou isolé, mais bien « un individu émancipé, communiquant, solidaire, qui s'attribue la responsabilité d'un devenir commun favorable et se conçoit dans un rôle d'acteur. » (Baugnet, 1996, p. 50) Ainsi, deux changements sont en cours : les jeunes privilégient des formes plus directes et décentralisées d'action politique (Baugnet, 1996, p. 47; Bréchon, 2001, p. 75) que leurs aînés tout en accordant une grande importance à leur vie privée.

Le constat du déclin des formes traditionnelles ou conventionnelles d'engagement politique, dont la diminution du taux de participation électorale, de l'engagement au sein des partis politiques ou d'autres groupes institutionnalisés, est partagé par de nombreux auteurs, tant en Europe qu'aux États-Unis. Robert Putnam notamment brosse un portrait plutôt pessimiste de la participation civique des Américains. Il note une diminution de la participation aux élections de près de 25 % entre les années 1960 et les années 1990 et une diminution de 30 % en ce qui a trait à la participation à une organisation locale ou au bénévolat pour un parti politique entre les années 1970 et 1990 (1995, p. 67-68).

D'autres chercheurs, tout en reconnaissant le déclin de formes plus traditionnelles d'engagement et de participation, mettent plutôt en lumière les nouvelles formes qui ont émergé depuis deux décennies. Russell J. Dalton, Susan E. Scarrow et Bruce E. Cain exposent la situation ainsi :

Fewer people may be voting, but more are signing petitions, joining lobby groups, and engaging in unconventional forms of political action. Referenda and ballot initiatives are growing in popularity; there is growing interest in processes of deliberative or consultative democracy [...]. (2004, p. 124)

Pour eux, ces nouveaux types de participation comportent des éléments positifs même si leur gestion posent des défis à l'égard du maintien et de l'amélioration de l'accessibilité et de l'équité dans la participation à la vie politique (Dalton, Scarrow et Cain, 2004, p. 136).

Dietlind Stolle, Marc Hooghe et Michele Micheletti notent aussi la plus grande place qu'occupent la signature de pétitions ainsi que d'autres nouveaux moyens plus individuels de participer à la vie sociale et politique. Ils parlent des manifestations légales et surtout du *political consumerism* ou consommation politique. Cette consommation politique consiste à faire des choix de consommateurs en fonction de ses valeurs ou de ses revendications politiques. Pour eux, cette nouvelle forme de participation est aussi valable que d'autres (Stolle, Hooghe et Micheletti, 2005). Il semble que ce type d'engagement soit davantage le lot des jeunes (Bennett, 1998, p. 742). Ces constats rejoignent ceux de Gauthier (2008, p. 38) qui affirme que « parmi les valeurs d'engagement, [l'environnement] occupe une grande place et, tout en ayant une orientation "mondialiste", les jeunes cultivent les valeurs de proximité qui en sont l'ancrage. »

Ce changement dans le type de participation et d'engagement se situe dans une mouvance plus large, expliquée, entre autres, par Jacques Ion. Il exprime pour sa part cette transformation de la participation en mettant l'accent sur l'importance grandissante de la vie privée. Il oppose ainsi deux modèles d'engagement dans les associations. Le premier, traditionnel, est caractérisé par « l'exclusion du privé, la négation du sujet individuel particulier [...] [et] par la forte présence d'un 'nous' intense [...] » (1994, p. 35) Le nouveau modèle serait quant à lui caractérisé par une plus grande place accordée à l'individu dont les compétences personnelles sont reconnues. Ion explique qu'avec « l'avènement de ce modèle, viendraient la fin de l'adhésion – du moins au sens où ce terme implique une adhésion totale – et le début véritable de l'association, au sens où ce terme dit en même temps la reconnaissance d'un lien et laisse possible la distance. » (1994, p. 36) De plus en plus d'individus participent aux activités de plusieurs groupes différents de façon ponctuelle selon le moment et le type de cause sans nécessairement s'y investir « corps et âme » : « l'espace du groupement, même s'il ne nécessite plus forcément des lieux publics spécifiques, est largement séparé du monde privé. » (1994, p. 36) Une distance s'installe donc entre le militantisme et la vie privée. Ion et des collègues ont aussi précisé dans *Militier aujourd'hui* qu'est advenu un « militantisme à la carte », permettant aux personnes de choisir leur degré d'implication dans un groupe sans contraintes (Ion *et al.*, 2005, p. 58).

Les nouvelles formes d'engagement et de participation des jeunes se font aussi sous le signe de la cohérence. Selon Quéniart, les jeunes ont un grand besoin de cohérence entre leurs actions militantes et leur idéaux. Une « philosophie de vie » en découle : ils veulent que leurs actions quotidiennes soient en phase avec leurs valeurs et les causes qu'ils défendent (Quéniart, 2008, p. 220). C'est en partie de ce besoin de cohérence que découlent les nouvelles formes de participation que l'on qualifie de « consommation responsable ».

2.2 Les jeunes féministes : différences générationnelles et nouvelles formes d'engagement

Les différences générationnelles et les nouvelles formes de participation se perçoivent directement dans les mouvements sociaux, dont le mouvement des femmes. Liane Henneron utilise le terme « générations militantes » pour parler « d'ensembles de personnes ayant à peu près le même âge mais dont le principal critère d'identification réside dans des expériences historiques communes. » (Henneron, 2005, p. 95)

Elsa Dorlin et Marc Bessin résument bien l'imbrication entre le contexte générationnel et les formes de participation et d'engagement en lien avec le mouvement des femmes :

cette dimension temporelle souligne le fait que des générations socialisées à la lutte féministe dans des contextes et par des outils différents bouleversent le rapport de sororité au fondement de ce mouvement social historique. [...] [L]es questions intergénérationnelles relèvent également d'une contextualisation des modes de socialisation et d'engagement. (2005, p. 12-13)

2.2.1 L'identité féministe et les formes d'engagement

L'identité féministe des jeunes femmes serait différente de celles de leurs aînées. Nancy E. Downing et Kristin L. Roush ont proposé un modèle de développement de l'identité féministe aux États-Unis dans les années 1980. Ce modèle présente cinq phases : l'acceptation passive des inégalités basées sur le genre, la révélation provenant d'événements qui confrontent à la présence du sexisme dans la société, l'« *embeddedness-emanation* » qui pousse à se retirer de la domination patriarcale et à se joindre à une culture de sororité, la « synthèse », caractérisée par le fait de prendre conscience de sa valeur en dehors du genre et, finalement, l'engagement dans la lutte pour le changement social (Erchull *et al.*, 2009,

p. 832-833). Mindy Erchull *et al.* ont récemment soumis ce modèle à un test empirique. Bien que comportant certaines limites, leur étude fait ressortir que les jeunes féministes ne suivent pas le modèle de leurs aînées. En fait, ayant grandi dans une société où le sexisme est beaucoup plus subtil, où elles peuvent faire davantage de choix personnels et atteindre leurs objectifs, les jeunes féministes atteignent la phase de la « synthèse » sans pour autant avoir vécu ou expérimenté les phases qui ont caractérisé le cheminement de leurs aînées (Erchull *et al.*, 2009, p. 840, 842).

Dorlin et Bessin avancent l'hypothèse que les féministes de la nouvelle génération sont arrivées au féminisme par la théorie car la majorité d'entre elles sont très scolarisées et ont souvent suivi des cours en études féministes (Bessin et Dorlin, 2005). Cela ferait en sorte que leurs façons d'être féministes, leurs analyses et leur engagement dans le mouvement sont différents.

Abigail J. Stewart et Crista McDermott proposent également que l'appartenance à une génération⁹ a une incidence sur le type d'engagement dans des activités ayant pour but de changer la communauté. L'adolescence et les premières années de l'âge adulte sont des moments privilégiés pour développer l'identité politique et adopter une certaine forme d'activisme social¹⁰ (Stewart et McDermott, 2004, p. 192). Les auteures expliquent que les gens d'une même génération ont en commun un contexte social et politique particulier auquel ils peuvent s'identifier. Ils forgent ainsi leur identité d'activiste à l'aune de ce contexte et de leur propre expérience individuelle, comme le type de famille dans laquelle ils ont grandi. La génération ayant atteint l'âge adulte durant les années 1960 et au début des années 1970 aurait été particulièrement influencée par les événements de cette période dans la façon de voir et de pratiquer l'activisme social et politique (Stewart et McDermott, 2004, p. 194).

⁹ Pour une vision plus globale des changements de valeurs et de comportements selon les générations au Canada, on peut consulter Nevitte, Neil. 1996. *Decline of Deference: Canadian Value Change in Cross-National Perspective*. Toronto : University of Toronto Press, 390 p.

¹⁰ Voir aussi Alyssa N. Zucker et Abigail J. Stewart. 2007. « Growing up and growing older: Feminism as a Context for Women's lives », *Psychology of Women Quarterly*, vol. 31, no 2, p. 137-145.

Il est intéressant de noter que la génération de femmes ayant atteint l'âge adulte dans les années 1960 et au début des années 1970 était particulièrement active compte tenu des événements marquants de cette période : début de la deuxième vague féministe, mouvement étudiant, mouvement antiracisme aux États-Unis, nationalisme au Québec, etc. De plus, plusieurs de ces femmes ont eu une mère travaillant à la maison dont le travail n'était pas reconnu au moment de l'apogée du couple femme ménagère et père pourvoyeur en Occident dans les années 1950. Ces jeunes femmes engagées dans la lutte pour l'égalité dans les années 1960 et 1970 avaient donc en commun la volonté de changer le rôle de la mère dévouée à sa famille et un contexte social militant très intense. Ces éléments ont vraisemblablement contribué à concentrer leur énergie dans la formation de groupes communautaires de femmes. Il ne s'agit pas ici de dire que toutes les femmes de cette génération étaient très militantes et féministes ou partageaient les mêmes idées. Cependant, il semble s'agir de caractéristiques représentatives de cette génération.

Malgré la présence d'un mouvement antiféministe fort au Québec et ailleurs en Occident qui n'apprécie pas la place grandissante que les femmes occupent dans la sphère publique et prône un retour aux rôles sexués traditionnels¹¹, les jeunes féministes ont grandi dans un contexte social et politique très différent de celui de leurs aînées. Même si beaucoup d'inégalités entre les hommes et les femmes perdurent, elles ont grandi avec des images et des modèles de femmes libres alors que leurs aînées vivaient dans une société où la religion et les traditions dictaient la place des femmes (Saint-Charles *et al.*, 2009, p. 154).

2.2.2 La diversité : un principe cher aux jeunes féministes

Les jeunes féministes actuelles, sans former un groupe homogène, auraient une valeur commune : l'idée de diversité (Lamoureux, 2006, p. 59). Cette diversité se décline de trois façons. La première est la diversité des acteurs, dont la question de la mixité hommes-

¹¹ Diane Lamoureux. 2008. « Un terreau antiféministe ». In *Le mouvement masculiniste au Québec : l'antiféminisme démasqué*, sous la dir. de Mélissa Blais et Francis-Dupuis-Déri, p. 55-72. Montréal : Les éditions du remue-ménage. Faludi, Susan. 1993. *Backlash : La guerre froide contre les femmes*. Paris : Des femmes, 572 p. Descarries, Francine. 2005. « L'antiféminisme 'ordinaire' », *Recherches féministes*, vol. 18, no 2, p. 137-151. Badinter, Elisabeth. 2010. *Le conflit : la femme et la mère*. Paris : Flammarion, 270 p.

femmes fait partie. Selon Lamoureux, il y aurait « remise en cause du principe de la non-mixité organisationnelle de la deuxième vague féministe. » (2006, p. 65) Pour les féministes qu'elle qualifie de la troisième vague, les hommes pourraient être des alliés dans la lutte aux inégalités de genre. Ensuite, on observe la diversité des enjeux alors que l'intersectionnalité entre l'origine ethnique, l'orientation sexuelle (par exemple) et le genre prend une grande importance (Lamoureux, 2006, p. 67). Enfin, les jeunes féministes penseraient la diversité aussi au niveau des stratégies menant à l'action. Découlant de l'idée d'intersectionnalité, ce troisième aspect de la diversité indique que « la justice sociale est un projet global et qu'on ne peut dissocier la lutte féministe des luttes contre le racisme, l'exploitation capitaliste, la discrimination sexuelle, l'oppression nationale et culturelle ou la mondialisation (néo)libérale. » (Lamoureux, 2006, p. 69) Henneron abonde dans ce sens en précisant que la jeune génération de féministes milite dans plusieurs lieux à la fois (2005, p. 102). Dubé résume bien cette importance de la diversité pour les jeunes féministes du mouvement :

[E]lles chercheraient et favoriseraient, davantage que leurs prédécesseures, l'expression et la rencontre de ces différences, et ce, concrètement dans les actions et les projets qu'elles mettraient de l'avant. Les courants de pensée, les expressions linguistiques et les femmes de toutes origines se côtoieraient de manière plus fluide qu'auparavant (Dubé, 2008, p. 173).

Cet accent sur la diversité impliquerait une moins grande importance du principe de consensus, principe qui semble cher aux féministes de la deuxième vague (Dubé, 2008, p. 173 et 179). Les jeunes féministes miseraient plutôt sur la solidarité entre les différences et ne verraient pas la nécessité de trouver à tout prix un consensus.

2.3 Les hypothèses

Nous posons deux hypothèses principales. La première est que le portrait brossé à partir des points de vue des répondantes sur le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré contient des analyses différentes de celle du discours dominant du mouvement des femmes québécois. La deuxième hypothèse est que le contexte différent dans lequel les jeunes féministes ont évolué et évoluent, de même que le type d'engagement et de participation expliquent cette divergence entre les points de vue.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

Nous présentons dans ce chapitre la méthodologie qui a guidé notre projet de recherche. Nous expliquons le choix de notre approche et de notre méthode. Nous présentons aussi le déroulement du recrutement ainsi que des entrevues. Nous terminons ce chapitre en détaillant notre échantillon.

3.1 Le choix de l'approche et de la méthode

Notre approche se veut en partie exploratoire compte tenu qu'aucune étude s'attardant directement aux idées des jeunes féministes québécoises sur le travail de reproduction sociale n'était disponible. Nous avons aussi privilégié la méthode de l'entrevue semi-dirigée de type qualitatif. Bien que le questionnaire en ligne aurait pu permettre de constituer un échantillon de répondantes plus grand et plus varié au plan géographique, l'entrevue comportait plusieurs avantages. Comme nous souhaitons en connaître davantage sur un sujet peu exploré dans la littérature, le fait de parler de vive voix avec les répondantes est un élément important. La méthode de l'entrevue nous a permis de recueillir une information plus abondante et nuancée en laissant aux répondantes l'espace nécessaire pour donner des détails quant à leurs idées et perceptions sur le sujet qui nous préoccupe. Nous avons aussi complété les entrevues face-à-face avec des entretiens téléphoniques avec des répondantes de l'extérieur de la région de Montréal afin de varier les origines géographiques dans notre échantillon. Les entrevues nous ont permis d'appréhender une réalité sociale du point de vue des acteurs sociaux qui nous intéressaient :

L'entretien serait ainsi indispensable, non seulement comme méthode pour appréhender l'expérience des autres, mais également comme outil permettant d'éclairer leurs conduites dans la mesure où ces conduites ne peuvent s'interpréter qu'en considération de la perspective même des acteurs, c'est-à-dire du sens qu'eux-mêmes confèrent à leurs actions. (Poupart, 1997, p. 175)

Nous avons construit notre questionnaire, tout comme nos hypothèses, à l'aide de notre cadre théorique. Nous avons misé sur des questions assez larges qui permettaient l'expression d'autres thèmes ou idées qui n'étaient pas initialement prévues. Notre grille d'analyse découle aussi directement de notre questionnaire : nous avons tenté de faire ressortir les grands constats présents dans la parole des participantes à la lumière de notre cadre théorique.

3.2 Le recrutement

Trois critères ont guidé le recrutement des participantes, soit l'âge, l'identité féministe et l'affiliation à un lieu de militance féministe au Québec. Ainsi, les femmes devaient être âgées entre 25 et 35 ans environ¹². Nous avons choisi de limiter nos entrevues aux féministes d'au moins 25 ans puisque nous croyions que les possibilités qu'elles aient réfléchi à la question du travail de reproduction sociale des femmes soient plus élevées. Nous avons aussi posé une limite approximative d'âge supérieure de notre échantillon à 35 ans. Nous suivons en cela un critère mis en œuvre dans d'autres études concernant les jeunes notamment celle de Johanne Saint-Charles et ses collègues citée plus haut. De plus, les femmes devaient se dire féministes et avoir un lien plus ou moins fort avec un lieu de militance féministe au Québec. Ce lieu de militance pouvait être formel ou non.

Le statut de mère, le statut conjugal ou l'orientation sexuelle ne constituaient pas de critères de sélection. Voulant connaître les idées des jeunes féministes québécoises, nous ne pouvions limiter notre échantillon à un sous-groupe ou un autre sans s'éloigner d'une certaine représentativité. De plus, comme nous avons vu plus haut que les jeunes semblent accorder une grande importance à leur vie personnelle et que les répondantes sélectionnées ont une certaine analyse féministe, nous pensions que ces dernières seraient en mesure de répondre

¹² Au final, notre échantillon compte deux femmes de 23 ans et trois femmes de 36 ans.

aux questions peu importe leur statut. Limiter le nombre de critères de sélection a rendu le recrutement plus facile tout en faisant en sorte de multiplier les caractéristiques personnelles des répondantes. Cela nous a permis de tester plus adéquatement l'hypothèse selon laquelle le contexte et l'aspect générationnel jouent un rôle central dans les attitudes et l'engagement des jeunes féministes québécoises.

Pour le recrutement, nous avons communiqué avec des participantes potentielles par courriel à partir de la liste d'envoi RebElles¹³, initiée dans le cadre du rassemblement pancanadien de jeunes féministes à l'automne 2008. Nous avons sollicité également l'aide de l'organisme Relais-femmes¹⁴, qui est en lien avec plusieurs milieux féministes au Québec, afin qu'il diffuse la demande dans ses réseaux.

Recruter les participantes a été facile. Très rapidement à la suite de l'envoi de l'annonce, plus de 40 participantes potentielles ont communiqué avec nous. Certaines ne répondaient pas aux critères; d'autres n'ont pas donné suite à notre réponse. Notre échantillon compte donc 29 personnes.

La facilité à recruter des participantes s'explique en partie par le fait que les personnes recherchées sont des personnes engagées, plus enclines que la moyenne à participer à ce type de projet. De plus, quelques personnes ont dit vouloir « aider » une jeune féministe dans son projet, ayant elles-mêmes passé par le processus de recherche ou sachant qu'elles auront à le faire prochainement. Il est important de noter aussi que plusieurs ont démontré un désir profond, voire un besoin, de communiquer leurs idées sur notre sujet. Ceci peut être un biais de notre recherche, puisque les personnes qui ne trouvent pas leur voix dans le mouvement des femmes québécois peuvent avoir eu davantage envie de participer à l'entrevue.

¹³ En janvier 2011, cette liste démarrée au Québec rejoint environ 2 000 jeunes féministes canadiennes, dont beaucoup de Québécoises.

¹⁴ « Relais-femmes est un organisme féministe de formation, de recherche et de concertation qui oeuvre à la transformation des rapports sociaux dans une perspective de développement et de diffusion de nouveaux savoirs et de renouvellement des pratiques. », www.relais-femmes.qc.ca, page consultée le 20 avril 2012.

Cependant, cela peut aussi indiquer un éventuel manque d'espace pour discuter de ce sujet dans le mouvement.

3.3 Le déroulement des entrevues

Les entrevues¹⁵ ont eu lieu entre les mois de novembre 2011 et janvier 2012. Vingt-et-une ont été faites en personne (chez la personne participante ou dans un café) alors que huit autres l'ont été par téléphone, avec les répondantes n'habitant pas la région de Montréal. Les entrevues ont duré en moyenne une heure, soit 30 minutes pour la plus courte et une heure et demie pour la plus longue. Seulement cinq entrevues ont duré moins de 50 minutes. La durée moyenne des entretiens téléphoniques était un peu plus courte que celle des entretiens face-à-face, soit 53 minutes contre 63 minutes. Les entrevues ont été enregistrées et transcrites quasi intégralement.¹⁶

Avant de poser les premières questions, nous faisons une mise en contexte. Le questionnaire comportait cinq sections (*voir* Appendice A). L'entrevue débutait avec quelques questions permettant d'adapter le reste du questionnaire à la situation des participantes, soit leur occupation principale, leurs lieux de militance féministe, de même que leurs principaux intérêts féministes. Ensuite, pour connaître leurs idées et leurs perceptions sur le travail de reproduction sociale, nous avons privilégié des questions larges portant sur le travail invisible, les rôles de mère et de père, le partage des tâches et la conciliation famille-travail. Puis, ces thèmes étaient abordés en lien avec le mouvement des femmes. Finalement, avant quelques questions d'ordre sociodémographique, une liste de questions en lien avec leur type

¹⁵ Deux entrevues ont été faites dans les semaines précédentes pour valider le questionnaire, qui a ensuite été légèrement revu. Ces entrevues ne font pas partie des 29 analysées dans le cadre de ce projet.

¹⁶ Les hésitations n'ont pas toutes été transcrites et les répétitions n'ont pas été transcrites mot-à-mot.

de participation et d'engagement social et politique¹⁷ étaient posées afin d'étayer notre hypothèse concernant le type de participation et d'engagement des jeunes.

Lorsque des répondantes nous ont posé des questions sur nos propres affiliations et opinions ou sur notre statut parental, nous avons choisi de ne pas en parler afin de minimiser le risque de biais.

3.4 L'échantillon

Notre échantillon¹⁸ (*voir* aussi Appendice B) est composé de 29 femmes âgées entre 23 et 36 ans. La moyenne d'âge est 30 ans : 16 femmes ont entre 23 et 29 ans et 13 femmes ont entre 30 et 36 ans. La moitié (15) ont des enfants, une femme est enceinte et 13 sont sans enfants. Toutes les femmes rencontrées sont en couple, sauf deux. Les trois-quarts des femmes habitent la région de Montréal alors que les autres habitent les régions de Québec, de l'Abitibi, de la Beauce et du Saguenay. Les femmes rencontrées sont très scolarisées. Toutes sauf une (qui a un diplôme d'études collégiales) ont complété une formation universitaire : trois ont un certificat, dix-huit ont un baccalauréat, six ont complété une maîtrise et une détient un doctorat.

Parmi les femmes (14) travaillant à temps plein contre rémunération comme occupation principale, seulement cinq ne travaillent pas dans le mouvement des femmes¹⁹. Des neuf personnes travailleuses dans le mouvement, cinq le sont depuis au moins quatre ans. Quatre femmes sont étudiantes à temps plein et cinq femmes conjuguent études et travail rémunéré, dont quatre qui travaillent dans le mouvement des femmes. Au moins six des étudiantes ont un sujet d'étude en lien avec le féminisme. Ainsi, treize femmes rencontrées travaillent contre

¹⁷ Ces questions sont adaptées du questionnaire utilisé par Julie Jacques dans sa thèse de doctorat : Julie Jacques. 2009. « Sens et portée de la consommation responsable chez les jeunes. » Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 182 p.

¹⁸ Nous avons décidé de changer le nom des répondantes afin de préserver leur anonymat. Il nous semblait important d'assurer cet anonymat puisque le sujet abordé lors des entrevues pouvait être délicat pour certaines dans leur lieu de militance.

¹⁹ Le milieu de travail de certaines d'entre elles a tout de même des liens avec le mouvement des femmes, comme certains groupes communautaires.

rémunération dans le mouvement des femmes, à temps plein ou à temps partiel. Les milieux de travail féministes sont variés : centre de femmes, centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, regroupement régional ou national, etc. Finalement, six femmes sont présentement mères à la maison. Trois sont en congé de maternité et reçoivent des prestations du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP). Deux d'entre elles n'ont pas l'intention de retourner au travail après la fin de leurs prestations. La troisième veut recommencer à travailler contre rémunération seulement quelques heures par semaine. Les trois autres sont à la maison à temps plein depuis quelques années (deux depuis environ quatre ans et une depuis quelques mois).

Aucune des femmes rencontrées ne fait partie d'une communauté racisée. Le groupe de répondantes est donc à l'image du mouvement des femmes québécois, qui est largement composé de femmes blanches et francophones.

La majorité des participantes militent dans le mouvement des femmes depuis plusieurs années et dans plus d'un lieu. Alors que 15 d'entre elles militent à deux endroits, plusieurs autres en cumulent trois ou quatre. Certains lieux sont formels, comme des comités femmes de partis politiques, le Groupe MAMAN (Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et l'accouchement naturel), un collectif abolitionniste, des centres de femmes, etc. D'autres sont plus informels, comme des rencontres périodiques avec des amies féministes. Quelques-unes (cinq répondantes) mentionnent la militance virtuelle, soit le fait de se tenir informées et de partager de l'information avec des personnes qui ne sont pas nécessairement militantes par le biais des réseaux sociaux, de même que la visite régulière des blogues, comme faisant partie de leur militance.

Les femmes qui sont mères sont moins nombreuses que les femmes sans enfant à affirmer militer sur une base régulière dans des groupes formels, citant le manque de temps. La militance des travailleuses du mouvement se limite parfois à leur emploi (dans cinq cas sur quatorze), mais les autres mentionnent également d'autres lieux de militance.

Quatre des femmes rencontrées militent dans le groupe MAMAN et quelques autres militent, entre autres, pour les mêmes dossiers dans d'autres lieux comme un collectif d'accompagnantes à la naissance. La forte représentation de ces groupes dans l'échantillon pourrait s'avérer la source d'un éventuel biais de notre recherche. De fait, les femmes qui militent pour l'humanisation des naissances ont souvent une vision du travail de reproduction sociale et du travail rémunéré différente de celle véhiculée par le discours dominant du mouvement des femmes au Québec.

Enfin, outre le tiers des femmes qui identifient des thèmes en lien avec notre sujet de recherche parmi leurs principaux intérêts féministes, les participantes énumèrent une variété de sujets les préoccupant : publicités sexistes, lutte à la pauvreté et à la violence envers les femmes, analyse intersectionnelle, antiféminisme, voix des femmes au sein du mouvement étudiant, mixité, *empowerment*, femmes vivant avec un handicap, éducation populaire, lutte à la droite morale et économique, droit à l'avortement, etc. Rares sont celles qui n'ont qu'un seul intérêt féministe.

Sans être statistiquement représentatif, notre échantillon présente tout de même une diversité de caractéristiques et de points de vue qui permettent une meilleure compréhension des idées des jeunes féministes québécoises sur le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS ET ANALYSE

Après avoir exposé notre revue de littérature, notre cadre théorique et notre méthodologie aux chapitres précédents, nous présentons dans ce qui suit les réponses à notre question de recherche. Notre question se posait en trois parties. La première était de savoir ce que pensent les jeunes féministes québécoises sur les questions du travail de reproduction sociale et du travail rémunéré et, la deuxième, si elles retrouvent leurs idées dans le discours du mouvement des femmes québécois. Enfin, s'il y a divergences entre les idées des jeunes féministes rencontrées et celles portées par le discours dominant du mouvement des femmes, comment les expliquer?

Ce chapitre se divise en trois sections. Les deux premières traitent respectivement du travail de reproduction sociale et du travail rémunéré. Ces deux aspects du travail sont souvent difficiles à séparer dans les propos des féministes rencontrées, mais nous avons choisi cette structure par souci de clarté. Pour chaque grand thème, nous exposons les constats faits par les jeunes féministes, les perceptions qu'elles ont du discours du mouvement des femmes, de même que des solutions qu'elles proposent en lien avec le thème. La troisième section est consacrée à l'explication que nous donnons aux différences entre les points de vue exprimés par les jeunes féministes rencontrées et le discours dominant du mouvement des femmes au Québec.

Nous verrons dans ce qui suit que nos hypothèses sont vérifiées. Premièrement, les idées des jeunes féministes rencontrées sont plus variées que celles du discours dominant du mouvement des femmes québécois. Deuxièmement, des divergences émergent et elles s'expliquent, en partie du moins, par la différence de contexte entre les générations et par leur différent type de participation et d'engagement.

4.1 Le travail de reproduction sociale

Le travail de reproduction sociale, soit le soin aux enfants et aux proches-dépendants²⁰, de même que les tâches domestiques et l'organisation de la maison, est un sujet vaste et important pour les féministes. Cette section rapporte les propos des jeunes féministes rencontrées en ce qui a trait à ce type de travail. La première partie répond aux questions suivantes : Comment perçoivent-elles ce travail dit « invisible » et son partage? Qu'est-ce qu'être une mère pour elles dans les années 2010 au Québec? La seconde partie de cette section s'attarde à la façon dont les répondantes voient le discours du mouvement des femmes en lien avec le travail de reproduction sociale. Finalement, la troisième partie présente leurs propositions pour, d'une part, valoriser le travail dit invisible et, d'autre part, que la question du travail de reproduction sociale trouve davantage écho dans le mouvement des femmes au Québec.

4.1.1 Les constats des jeunes féministes

Les jeunes féministes rencontrées, qu'elles soient mères ou non, ont une vision de ce qu'est le travail de reproduction sociale. Lors des entrevues, nous avons traité plus particulièrement de ce qu'est ce travail que l'on dit « invisible » et la façon dont il est partagé entre les hommes et les femmes. Nous avons aussi abordé ce qu'est être une mère au Québec dans les années 2010. Ces deux éléments sont exposés dans ce qui suit.

²⁰ Seulement quelques répondantes ont parlé du travail de proche-aidante lors des entrevues. Une répondante en a parlé abondamment, travaillant auprès de femmes handicapées bénéficiant de la présence de personnes proches-aidantes. L'âge et les situations que vivent les personnes rencontrées (jeunes femmes en âge de procréer n'ayant que rarement un parent vieillissant) expliquent probablement le peu d'importance accordée à cet aspect du travail de reproduction sociale dans les entrevues.

4.1.1.1 Le travail invisible, un travail partagé inégalement

Toutes les femmes rencontrées disent que le travail de reproduction sociale n'est pas reconnu, ni valorisé ou évalué à sa juste valeur, d'où son qualificatif d'« invisible ». Il correspond aussi pour elles à une quantité énorme de travail, à « une job à temps plein » indispensable à la société. Jessie, mère à la maison depuis quelques années, dit ceci : « [J]e trouve ça très dommage que ça soit pas considéré comme productif, c'est frustrant, ça l'est hautement. Je pense qu'on oublie que c'est aussi essentiel à la survie de la collectivité. Je trouve qu'on a un peu éludé ça. »

Trois répondantes voient dans le travail invisible des aspects négatifs, soit une image de soumission, un travail routinier qui ne permet pas de s'accomplir ou un risque d'isolement lorsque fait à temps plein. Pour d'autres, il peut en découler des éléments positifs. Par exemple, Valérie, qui accompagne depuis quelque temps sa mère qui vit la solitude et une situation financière précaire, trouve que ça lui apporte aussi personnellement : « Tu as le sentiment d'être utile, et ça te permet d'avoir un lien vraiment intime des fois que tu aurais pas pensé avoir. Apprendre des choses aussi là-dedans. » Les femmes rencontrées constatent aussi les similitudes entre le travail fait traditionnellement par les femmes à l'intérieur des familles et les emplois majoritairement féminins sur le marché du travail. Elles y voient la même dévalorisation du travail invisible accompli à la maison ou chez des proches ayant besoin d'aide.

Le partage des tâches dans la maison serait souvent une source de conflits dans les couples, voire de rupture. De fait, les femmes rencontrées accordent une très grande importance au partage égal et équitable des tâches dans leur couple. Elles perçoivent leur couple comme étant une équipe au sein de laquelle les tâches et les rôles doivent être distribués également, qu'il y ait présence d'enfants ou non. Chantal, par exemple, explique : « On a le même mandat. On se le partage. » Cette position est pour certaines, comme Béatrice, « non négociable ». La cohérence entre les valeurs portées et les gestes concrets dans la vie privée occupe aussi une grande place dans la vie des féministes rencontrées. Éliane résume bien

cette pensée. À la question « Que pensez-vous du travail invisible et non rémunéré aujourd'hui au Québec? », elle répond :

Il me vient à l'esprit qu'on est dans une époque où si ces tâches-là sont reconnues [et] nommées, elles peuvent être partagées équitablement dans le ménage. [...] Il y a des prises de position qu'on fait dans le travail à la maison qui reposent sur une analyse un peu politique en fait et qui se répercutent à la maison. (Éliane)

Certaines estiment qu'elles font partie de milieux socio-économiques privilégiés et que l'égalité qu'elles perçoivent dans leur couple n'est peut-être pas généralisable à l'ensemble des couples québécois. Ainsi, les féministes interviewées s'entendent pour dire que le travail de reproduction sociale est un travail qui est toujours fait très majoritairement par les femmes, même si le rôle des pères a beaucoup changé dans les dernières décennies. De presque uniquement pères pourvoyeurs, les hommes québécois sont devenus des pères impliqués auprès de leurs enfants, jeunes ou moins jeunes. Un des éléments parlants est le fait que depuis 2006, les pères québécois ont droit à un congé de paternité dans le cadre du RQAP et que plusieurs le prennent selon les femmes rencontrées.

Les hommes seraient en train d'appivoiser leur rôle auprès des enfants, mais cela ne signifie pas qu'ils s'impliquent aussi également dans les tâches domestiques quotidiennes ou hebdomadaires. Certaines répondantes affirment qu'un homme peut devenir père sans que cela change quoi que ce soit dans sa vie personnelle et professionnelle : il continuera à vaquer à ses occupations habituelles, sans modification à son horaire et sans culpabilité. Cela n'est pas le cas des femmes, alors que plusieurs de celles rencontrées parlent des prises de conscience et des changements qu'a apporté la maternité dans leur vie, entre autres, en termes de tâches à accomplir au sein du foyer.

Ainsi, malgré des changements survenus, les répondantes perçoivent toujours en majorité des inégalités dans les rôles parentaux. Louise résume bien cette idée que les pères ont fait un bout de chemin, mais qu'il ne faut pas se bercer d'illusions :

Un bon père, ça va être un père de plus en plus présent, qui s'implique de plus en plus dans les tâches familiales, les tâches reliés aux soins des enfants [...] mais qui continue tout de même à être un beau mâle viril qui va s'occuper d'aller réparer la voiture, de

mettre les poubelles au chemin. Ça, ce sont des attentes sociales en transformation. C'est comme si, mettons, on s'entend que le rôle de l'homme soit le même, mais bonifié d'une plus grande participation, sans toutefois exiger l'égalité. (Louise)

Les répondantes sont conscientes de la fragilité des acquis et du danger du « mythe de l'égalité déjà-là » (Delphy, 2004) :

C'est différent, c'est plus comme dans le temps, c'est plus nécessairement vu comme mon devoir de le faire, mon devoir de femme. [...] C'est plus par en-dessous aujourd'hui dans le sens où on entend beaucoup le discours « l'égalité, c'est réglé, c'est réglé. » [...] Dès que le conjoint en fait un peu plus [...], ben c'est comme si ça allait de soi, alors qu'il y a toute une socialisation qu'on porte encore, qu'on voit plus parce que ça fait partie d'un bagage qu'on traîne. Ça, on dirait qu'on ne le remet plus en question. (Lili)

Plusieurs des participantes dénoncent l'inégalité entre les sexes en lien avec ce travail. Malgré une implication plus grande de certains hommes dans la maison, certaines choses ne changent pas. L'une d'entre elles est le type de tâches que font les femmes et les hommes encore calquées sur des stéréotypes très présents dans notre société :

Les gens [sont] encore beaucoup aliénés par rapport aux stéréotypes et aux devoirs et aux responsabilités associés aux femmes et aux hommes. Je rencontre beaucoup de gens pour qui une femme ou une mère a une identité spécifique, des responsabilités, des devoirs, des capacités différentes. Ça, c'est très là encore je trouve. Que les hommes étant différents, les tâches doivent être différentes aussi. (Luce)

L'implication découlant du type de tâches est aussi différente, comme l'explique Julie :

La division des tâches est vraiment pas la même, donc les hommes tondent la pelouse, s'occupent du garage, les trucs saisonniers beaucoup plus, alors que les femmes, c'est les tâches quotidiennes qui, en bout d ligne, sont obligatoires. Tondre la pelouse, c'est pas obligatoire; faire à manger pour tes enfants, tu as pas le choix. Donc le niveau des tâches est vraiment pas la même. (Julie)

Selon les répondantes, la « charge mentale » de l'organisation familiale serait un travail encore plus invisible que les tâches domestiques proprement dites ou les soins aux enfants et aux proches-dépendants et demeurerait quasi exclusivement la responsabilité des femmes :

[Les] soins et tâches, autant comme tu dis aux proches, aux parents, aux enfants, les frères, les sœurs, pis toutes les tâches domestiques, ça je dirais que c'est la partie invisible visible. Pis y a toute la partie invisible invisible qui est vraiment toute la charge mentale avec la planification, les rendez-vous chez le médecin, planifier l'épicerie, appeler la belle-mère parce que c'est sa fête. Tout ça, c'est encore majoritairement le lot des femmes, c'est clair, pis c'est pas reconnu, pas valorisé, c'est vraiment pris pour acquis. (Juliette)

Les hommes demeureraient des exécutants, ne prenant que rarement des initiatives dans la gestion familiale. Ils iraient certes maintenant aux rendez-vous médicaux avec leur enfant, mais ce ne serait pas eux qui auraient la tâche de penser à prendre ces rendez-vous. Cette responsabilité crée, selon les répondantes, une fatigue mentale accrue pour les femmes. Monique Haicault parle de la notion de charge mentale quand elle veut nommer la superposition de temps et d'espaces différents pour les femmes alors qu'elles doivent gérer leur vie professionnelle et la vie familiale :

L'enjeu consiste à organiser, donc faire tenir ensemble, les successions de charge de travail, de les imbriquer, de les superposer, ou, au contraire, de les désimbriquer, de fabriquer des continuités : sortes de fondus enchaînés, de jouer sans cesse sur ce qui marche ensemble et ce qui est incompatible. (Haicault, 1984, p. 272)

D'autres éléments ont émergé au cours de plusieurs entretiens alors que nous ne les avons pas associés au travail de reproduction sociale : le bénévolat et le travail militant. Quelques répondantes identifient ces activités comme étant du travail invisible qui devrait aussi être davantage reconnu : le fait que le bénévolat et la militance soient des activités non-rémunérées ferait en sorte qu'elles sont moins valorisées dans la société. Les participantes aux entrevues disent aussi que les femmes s'impliquent beaucoup moins que les hommes malgré les efforts déployés par les organisations mixtes auxquelles elles sont associées pour les attirer et faciliter la conciliation entre la vie militante et la vie familiale. Le manque de temps serait une raison expliquant cette différence d'implication. La charge plus grande à la maison a donc, en plus des répercussions sur le travail rémunéré, des impacts sur la disponibilité à s'engager socialement. Ceci a pour conséquence que les femmes ne sont pas très présentes dans les instances décisionnelles alors qu'elles s'investissent davantage dans des tâches ponctuelles. Louise constate que les femmes vont réussir à se libérer quelques heures pour tenir un kiosque, par exemple, mais « elles ont pas le temps d'être là à toutes les

réunions, de prendre les décisions, d'assumer des rôles qui ont plus de reconnaissance pis donc aussi, plus de pouvoir.» Cette situation est confirmée par le fait que les mères rencontrées disent avoir moins de temps pour s'impliquer, pour militer activement depuis qu'elles ont des enfants.

4.1.1.2 Être mère : de la plus belle chose au monde à la course à la performance

La maternité est qualifiée par les répondantes de « plus belle chose » qui engendre un amour inconditionnel, un émerveillement et une valorisation dans le lien avec l'enfant. Être mère signifie aussi pour les répondantes l'apprentissage du rôle puis l'éducation, la patience, la discipline et beaucoup d'énergie et de responsabilités. Il est important de noter que même si certaines répondantes croient qu'il y a des différences intrinsèques entre les mères et les pères et que ces deux rôles sont complémentaires, une majorité de femmes rencontrées croient plutôt que les rôles parentaux seraient les mêmes si ce n'était de la socialisation différente selon le sexe dès la petite enfance. Cette socialisation issue de stéréotypes voulant qu'une femme « manque quelque chose » en choisissant de ne pas avoir d'enfant et que toute femme a l'« instinct maternel » semble solidement ancrée dans l'imaginaire collectif. Bien que les répondantes jugent que la maternité est un choix au Québec dans les années 2010, une très grande majorité croit néanmoins que les femmes vivent toujours une pression sociale pour qu'elles aient des enfants. Les hommes, quant à eux, ne vivraient pas cette pression de la même façon. Si, tout comme les femmes, ils subissent une pression familiale quand ils ont franchi certaines étapes de vie (études complétées, emploi stable, en couple depuis un certain temps, achat d'une propriété), les hommes d'un certain âge sans enfant ne sont pas perçus comme vivant un manque, mais bien comme des personnes qui ont privilégié leur vie professionnelle :

[La maternité], c'est encore perçu comme un passage obligé si on veut être « une vraie femme ». Pis souvent, mettons en 2011, si tu es une femme de trente ans ou fin vingtaine qui veut pas avoir d'enfants, c'est bizarre pis il faut que tu te justifies ou tu te fais continuellement poser la question « c'est pour quand ? ». Être une mère aujourd'hui au Québec, c'est un choix, mais c'est un choix difficile à porter si tu fais le choix de la non maternité. [...] Les hommes n'ont pas cette pression-là parce qu'ils n'ont pas le poids de l'instinct paternel. (Louise)

Toutefois, même si la socialisation influence encore beaucoup les rôles parentaux, être une mère peut prendre différentes significations. Qu'elles vivent la maternité ou qu'elles y aient réfléchi, les participantes disent qu'être mère aujourd'hui, contrairement à une époque où la norme leur semblait plus rigide, se « décline en plusieurs couleurs » (Nathalie), qu'il y « en a tellement de tous les styles » (Julie).

Certaines parlent du fait qu'aujourd'hui être mère et travailler contre rémunération est devenu la norme. Parallèlement, les mères qui font le choix de rester à la maison à temps plein avec leurs enfants seraient marginales, voire marginalisées. Elsa, qui a des amies qui sont mères à la maison à temps plein, dit ceci :

Les mères sont plus vraiment perçues comme justement quelqu'un qui fait juste s'occuper des enfants à la maison. La plupart des mères sont sur le marché du travail. Je sais que mes amies qui ne le sont pas sentent qu'elles sont un peu marginales. Elles se font un peu regarder drôle mettons quand elles le disent. (Elsa)

Le tiraillement entre le travail et la famille est la première chose abordée par Juliette quand nous lui demandons ce que c'est qu'être mère : « Je pense autant être mère qu'être travailleuse, être les deux surtout, je pense qu'y a beaucoup de contradictions et beaucoup de tensions entre les deux. » (Juliette)

Les tensions exprimées ici mènent à un élément central des idées des féministes rencontrées sur la maternité. Ce qui est revenu à plusieurs reprises dans une très grande majorité d'entrevues, c'est la course engendrée par le fait de devenir mère. Alors qu'elles ont investi massivement le marché du travail depuis trente ans, les mères d'enfants en bas âge n'ont pas vu se modifier aussi rapidement les exigences de leur travail à l'intérieur du foyer. Les termes course, essoufflement, burnout, superwoman, épuisement et étouffement même sont utilisés par les participantes pour qualifier ce que représentent pour elles être une mère et le travail que les mères doivent faire au sein de la famille. Être mère, surtout en plus de travailler contre rémunération, engendre une charge de travail énorme. Lili résume cette pensée en qualifiant le rôle de mère de « en plus de ».

Édith compare les mères à une pieuvre : elles doivent tout faire. Elsa ajoute qu'elles devraient aussi tout faire avec le sourire comme si elles aimaient toujours ce qu'elles font :

S'occuper des enfants oui, mais il faut pas que tu sois trop [mère-poule]. C'est mal vu, d'avoir de la misère à les envoyer à la garderie parce que tu te sens coupable. Il faut que tu sois contente d'aller travailler, il faut que tu sois contente de t'occuper de tes enfants, il faut que tu sois contente d'aller au gym, il faut que tu sois contente de faire des recettes de Ricardo, il faut que tu sois contente de, il faut que tu fasses tout, pis que ça ait l'air facile. [rires] C'est ça que je ressens. (Elsa)

Les féministes interrogées parlent de la pression de performance alors que la liste des critères s'allonge sans cesse :

Là-dessus aussi il y a une espèce de courant qui dit que pour bien faire, ce qui est bien pour le développement du bébé pis tout ça ben, il faut aller au parc, faire des sorties blablabla, pis il faut aller voir d'autres bébés, faire des tonnes de trucs. Je trouve ça bien, mais c'est d'la job! C'est assez complexe, c'est à la fois prendre soin de son bébé, mais sur énormément de plans. (Manon)

J'ai l'impression qu'il y a plus de pression sur les mères ou sur les familles, mais c'est probablement plus sur les mères à être ultra performantes comme mères : à lire le bon livre, à lire le bon blogue, à être au courant de la dernière recherche d'étude sur le machin chouette du dernier développement je sais pas trop quoi. Ça rajoute, il faut être connaissantes, il faut être compétentes. Moi je relis ça aussi par rapport aux éducatrices. Il faut être aussi [connaissantes qu'elles], il faut éduquer nos enfants. Il faudrait être des profs. Je dirais une professionnalisation du rôle de mère qui fait que je crois que beaucoup beaucoup de mères se sentent incompetentes. Tu es jamais à la hauteur. (Florence)

Ces critères seraient nouveaux comme l'explique Jessie : « Ça a beaucoup changé, l'aspect éducatif, c'était pas présent avant. [...] C'était tellement pas ça la relation que les mères avaient avec leurs enfants. Dans le fond, mes grands-mères mettaient leurs enfants dehors le matin et elles les revoyaient le soir. »

Pour Édith s'ajoutent à cette liste de la « bonne mère » les critères de la bonne conjointe, de la bonne travailleuse et même de la bonne femme enceinte : « Il faut même être bonne enceinte, il faut être en forme, il faut être belle, il faut être sexy, il faut être capable de travailler, tsé, c'est quand même beaucoup. Après ça quand t'as des enfants, il faut que tu

redeviennes belle tout de suite. » Quelques participantes dénoncent aussi l'hypervalorisation de ce modèle de superwoman :

C'est encore les femmes qui sont obligées de tout faire. Pis on dirait qu'il y a une glorification de cette image-là, de la superwoman qui veut tout faire, bravo bravo bravo! Mais quand c'est vécu tous les jours, je suis pas sûre que ce soit si glorieux de travailler 9 à 5 ou plus même des fois dépendant du poste que tu occupes pis tu arrives à la maison, les devoirs sont pas faits, le souper est pas fait, le ménage est pas fait. Tu passes tes fins de semaine à faire le ménage justement parce que la semaine t'as pas le temps. Je trouve ça vraiment triste. (Sophie)

Selon les féministes rencontrées, les hommes n'ont pas à se plier à cette exigence de performance dans le travail de reproduction sociale. Elles dénoncent même une survalorisation des moindres avancées des hommes quant à leur implication auprès des enfants. Contrairement au travail des mères auprès des enfants, peu valorisé notamment parce que pris pour acquis, celui des pères est perçu comme génial : « Si tu prends la moitié du congé parental, tu es comme 'Wow'! Écoute, tu t'es épanoui pleinement et tu es un bon père et tu es merveilleux! », ironise Lili.

4.1.2 Les perceptions sur le discours du mouvement

La problématisation de la sphère privée est un des gains marquants des luttes féministes de la deuxième vague. C'est à ce moment que les féministes ont affirmé que le « privé est politique » et qu'elles ont revendiqué la séparation entre la femme et la mère afin que l'une ne se réduise pas qu'à l'autre (Fédération des femmes du Québec, 2011). C'est aussi durant cette période que des théoriciennes féministes ont réfléchi au travail qui se faisait gratuitement à l'intérieur des foyers. Christine Delphy²¹ est probablement celle qui a le plus théorisé cette question dans les années 1970. La non-valeur du travail domestique est devenue pour elle une clé pour comprendre la situation d'oppression des femmes : il ne s'agirait pas de voir en la famille une absence d'économie, mais bien une économie autre qui

²¹ Pour une présentation détaillée des théories de Christine Delphy, voir, entre autres, les recueils regroupant plusieurs de ses textes : 2009. *L'ennemi principal. Tome 1. L'économie politique du patriarcat*, Coll. Nouvelles questions féministes. Paris : Éditions Syllepse, 276 p. et 2009. *L'ennemi principal. Tome 2. Penser le genre*, Coll. Nouvelles questions féministes. Paris : Éditions Syllepse, 386 p.

n'est pas non plus totalement à part (Delphy, 2009a, p. 12). La problématisation du travail de reproduction sociale fait partie intégrante de l'analyse féministe.

Aujourd'hui, comment le mouvement des femmes québécois traite-t-il de la question du travail de reproduction sociale? Nous avons posé la question aux féministes rencontrées afin de savoir comment elles perçoivent le discours en lien avec ce travail. Les jeunes féministes rapportent un silence, du moins une absence de réel débat sur la question dans le mouvement, comme si les discussions s'étaient closes au début des années 1980. Elles se questionnent à savoir si le travail de reproduction sociale n'est pas devenu un tabou du mouvement des femmes au Québec et tentent d'expliquer cette situation.

4.1.2.1 Un débat clos dans les années 1980

Les féministes participantes ne doutent pas que toutes les féministes, peu importe leur âge ou leur affiliation idéologique, s'entendent pour qualifier le travail de reproduction sociale de travail, de même que pour affirmer qu'il s'agit d'un travail à valoriser. Elles croient qu'il s'agit d'un enjeu qui a déjà été au cœur des débats du mouvement des femmes québécois dans les années 1970 et 1980, mais qui ne l'est plus aujourd'hui.

Dans le fond, c'est pas au niveau de la conscientisation que se situe le problème, je pense plus que c'est au niveau de l'intervention où on a priorisé d'autres questions au cours des dernières décennies. Ça s'est pas mal terminé au début des années 1980 ce débat-là. (Annick)

Certaines disent que leur seul contact avec un débat féministe sur la question du travail de reproduction sociale a été la lecture dans un cours en études féministes de quelques textes écrits dans les années 1970. Julie croit que si on s'y attarde moins aujourd'hui, c'est qu'on « prend pour acquis que c'est déjà problématisé. Mais c'est pas réglé. »

Les féministes rencontrées constatent qu'il ne s'agit plus d'un enjeu qui fasse l'objet de débat au sein du mouvement des femmes. Toutefois, des discussions en lien avec le travail invisible surviennent plus ou moins fréquemment, selon le lieu de militance. Alors que le quart des féministes rencontrées disent qu'il n'est jamais question du travail de reproduction sociale

dans leurs lieux de militance, pour les répondantes travaillant dans un centre de femmes, la situation est différente : la question de la valorisation du travail invisible est au cœur de leur intervention féministe quotidienne auprès de femmes venant de divers milieux. France, intervenante, explique les démarches visant l'*empowerment* des femmes à la maison qui fréquentent le centre où elle travaille :

Y a beaucoup de femmes qui nous disent « Ah ben moi, j'travaille pas, j't' à maison. » « Attends un peu! Tu travailles pas? Qu'est-ce que tu fais dans ta journée? » On va aller décortiquer tout ce que les femmes font comme tâches, pis finalement, elles ont une bonne charge de travail. [...] Reconnaître ces capacités-là, ça va dans l'approche féministe, c'est de redonner du pouvoir aux femmes, leur redonner les capacités qu'elles ont qu'elles ne voient pas. (France)

La reconnaissance du travail bénévole est aussi très importante pour elles puisque les centres de femmes bénéficient quotidiennement de cet apport. Édith présente comment est perçue la question du travail invisible au centre où elle travaille :

Je vous dirais qu'il y a quand même une belle reconnaissance du travail qui est fait à la maison par les femmes ou même au niveau du bénévolat aussi des femmes. Si je pense à toutes les femmes qui viennent s'investir ici. Tsé, nous, on serait pas capables de travailler sans toutes ces bénévoles-là qui sont toutes des femmes qui concilient travail, famille et bénévolat. (Édith)

D'autres répondantes perçoivent que la question du travail invisible est plutôt abordée sous l'angle de la conciliation famille-travail ou de celui des proches-aidantes.

C'est sûr que dans le cadre du travail, on parle plus du travail, veut veut pas. Toute la question des tâches domestiques, de l'aide, des soins aux proches, ça reste occulté. On disait invisible, c'est pas pour rien, c'est pas valorisé dans la société, c'est pas cette lunette-là qu'on choisit de regarder. Même quand on fait des études ou si on parle de conciliation travail-famille, on s'entend que c'est plus glamour que de parler de tâches ménagères. Je dirais que ça préoccupe, c'est sûr, mais je dirais qu'on parle peut-être plus des proches-aidantes que des tâches domestiques, on parle peut-être plus des soins qui sont apportés ou l'aide que du ménage. (Juliette)

De plus, les thèmes liés à la conciliation seraient abordés davantage pour un seul groupe de femmes : les femmes blanches, hétérosexuelles, de la classe moyenne et vivant en couple. Quelques féministes rencontrées dénoncent le silence du mouvement des femmes sur les

rapports de pouvoir qu'entretiennent les femmes entre elles au sujet du travail de reproduction sociale : des femmes privilégiées emploient d'autres femmes (parfois immigrantes, souvent vivant dans des situations précaires) pour faire ce travail à la maison.

Quelque chose qui me questionne beaucoup, c'est tout le travail des femmes émancipées, qui travaillent, et qui emploient d'autres femmes avec de très, très bas salaires, des conditions de travail épouvantables et qui font le travail domestique à leur place. C'est un peu de la poudre aux yeux. Les femmes sont libérées au Québec, mais on emploie des Mexicaines pour faire notre lavage! (Justine)

Quand les féministes s'intéressent à ce dossier-là, il manque une certaine analyse intersectionnelle. Donc, j'ai quand même des critiques par rapport à comment c'est traité dans le milieu féministe. [...] Il faut quand même pas tomber dans parler du travail invisible et juste axer sur les femmes blanches qui travaillent et qui font du travail à la maison aussi, les couples où les deux travaillent et où elle a la double tâche, parce que il y a tellement d'autres réalités : des femmes à l'aide sociale, des femmes monoparentales, des femmes immigrantes et racisées qui ne peuvent pas avoir un travail même si elles veulent, qui sont isolées et qui ont « suivi » leur mari et qui parlent pas ni français ni anglais. [...] Il y a tout ça aussi. Je pense qu'y a beaucoup plus de questions qu'on pourrait se poser par rapport au travail invisible. (Alexandra)

La maternité est encore pensée dans sa dimension hétérosexuelle. Tsé, toute la question de l'homoparentalité, moi j'en entends vraiment pas beaucoup parler, des réalités spécifiques, des types de parentalités, ah non! Ça commence, mais c'est dans le milieu universitaire. Dans nos milieux de travail, oublie-ça, on n'en entend pas parler. (Louise)

Trois femmes parmi les 29 rencontrées trouvent que le mouvement des femmes ne parle que négativement du travail invisible fait à la maison alors qu'elles y voient personnellement beaucoup de positif. Jeanne perçoit que les féministes en général voient ce travail comme « une régression ». Justine abonde dans ce sens en dénonçant la vision féministe dominante voulant que le travail fait à la maison ne soit pas valorisant :

Ce qui est intéressant, c'est de voir à quel point le travail invisible est dévalorisé, même par les féministes. C'est-à-dire que s'occuper d'un enfant, c'est pas valorisant, faire le ménage, c'est pas valorisant, etc. [...] Est-ce que cela vaut la peine de culpabiliser à fond les femmes qui, comme ma belle-mère, sont heureuses dans leur condition de femmes au foyer? Est-ce que cela vaut la peine de les culpabiliser en disant « regarde, tu es une esclave des hommes? » (Justine)

Hélène explique quant à elle sa position comme suit :

Ma mère est restée à la maison super longtemps, pis ça n'a pas empêché qu'après elle ait eu une super carrière. Elle gagne presque 80 000\$ par année... Elle a fait des études pis tout. Donc je me dis, ça me fâche parce que des fois j'ai l'impression que c'est comme si... je sais pas, elles voyaient juste le mal là où il peut y avoir du bien. Ça peut être positif. (Hélène)

4.1.2.2 Le travail de reproduction sociale, un tabou?

Les féministes rencontrées se questionnent sur l'absence de débat de fond au sujet de ce travail reposant encore très majoritairement sur les femmes. Elles reconnaissent la multitude de luttes que doivent mener les féministes, particulièrement dans le contexte d'une montée de la droite conservatrice à Ottawa, et comprennent que le mouvement des femmes québécois ne puisse travailler activement sur tous les fronts :

Je comprends [...], parce qu'il y a la privatisation, parce qu'il y a la montée de la droite, parce que l'environnement c'est le bordel, parce que l'écart entre les riches et les pauvres, parce que Alouette! Mais j'apprécierais qu'elles y mettent plus de temps [...]. (Emmanuelle)

Toutefois, elles croient, comme nous l'avons vu précédemment, qu'il s'agit d'un sujet important à mettre à l'agenda féministe puisque les tensions entre travail de reproduction sociale et travail rémunéré ne se sont pas dénouées pour les femmes québécoises. Certaines répondantes comparent ce débat à d'autres sujets difficiles au sein du mouvement des femmes québécois, soit le débat sur le port du voile ou celui de la prostitution-travail du sexe²². Alexandra croit que « ça fait pas les feux comme prostitution-travail du sexe, mais c'est comme 'touchy' », alors que Julie affirme que « c'est comme la prostitution-travail du sexe, on peut pas en parler. » Quelques répondantes se demandent si le sujet du travail de reproduction sociale, si présent il y a trois décennies, ne serait pas devenu tabou :

Est-ce que c'est tabou d'en parler, tsé? [rires] On en est presque à se demander si c'est un truc vraiment honteux et caché. [...] C'est pas vraiment porté par personne ou presque à part l'AFEAS [Association féminine d'éducation et d'action sociale], mais en même temps c'est quelque chose qui nous touche toutes. C'est tellement enraciné

²² Ces deux débats, particulièrement celui sur la prostitution-travail du sexe, ont littéralement divisé le mouvement des femmes québécois dans les dernières années.

dans l'historique du patriarcat que je trouve ça étonnant qu'on n'en parle pas davantage. Mais c'est certain que cet épisode-là avec l'ADQ [...], ç'a été une éclosion dans le débat, mais j'ai pas l'impression que ça continue aujourd'hui. Ça se retrouve difficilement maintenant. (Annick)

Il semblerait beaucoup plus facile d'en parler de façon informelle que d'en traiter ouvertement et officiellement. Les répondantes disent que le débat sur le travail dit invisible est parfois amorcé dans des « discussions de cuisine » ou dans les « cadres de portes », mais qu'il ne franchit rarement les limites de ces espaces informels. Nathalie, qui songe très sérieusement à l'idée de continuer à s'occuper à temps plein de ses enfants après la fin de son congé parental du RQAP, explique que lors de ces discussions seule-à-seule avec des représentantes de groupes de femmes, ces dernières sont « très chaleureuses et super soutenantes », mais qu'elles ne la supportent plus lorsqu'elles se trouvent dans une réunion.

Mélodie abonde dans ce sens en avançant qu'il y a des différences entre les discours institutionnels et les positions des femmes travailleuses ou membres de groupes du mouvement des femmes, entre autres, sur les questions touchant la vie privée : « Institutionnellement, il y a comme un tabou, comme si dans une assemblée on pouvait pas prendre la position qu'on a pris dans la cuisine. » Certaines représentantes de groupes peuvent avoir personnellement des idées différentes de celles qu'elles doivent véhiculer de façon officielle. Il semble que ce soit plutôt fréquent dans les groupes comptant plusieurs membres alors que le consensus se trouve plus difficilement sur des sujets plus délicats.

L'absence de débat sur cette question aurait différentes sources selon les féministes rencontrées. Tout d'abord, il y aurait la crainte de la droite économique et morale. Les féministes de la deuxième vague appréhenderaient un retour des femmes à la maison, alors que les formations politiques de droite n'en seraient que ravies. La lutte à la pauvreté est une des luttes majeures pour les féministes québécoises depuis plus de vingt ans. Relancer le débat sur le travail de reproduction sociale serait comme ouvrir la porte à un appauvrissement des femmes alors que des inégalités majeures entre les femmes et les hommes persistent. Jeanne parle de la peur que les femmes « retournent à leurs chaudrons » alors que Juliette partage la crainte des conséquences économiques pour les femmes d'une valorisation du

travail de reproduction sociale, entre autres, par une quelconque rémunération. Elle juge que c'est un « terrain glissant ».

Ensuite, le mouvement des femmes se heurterait à ce qui est au cœur de ce travail, soit des relations personnelles basées sur l'amour. La question des relations intimes qui sont liées à ce débat sont soulevées par Jessie et Julie :

Mais en même temps, à l'échelle de la famille, c'est difficile de considérer ça comme un système, c'est des relations, du relationnel. Pour moi, c'est vraiment à cette échelle-là que cela se passe. Quand on essaie de sortir ça de ce contexte-là qui est un contexte d'amour... (Jessie)

Je pense que la maternité, ça vient toucher des cordes sensibles pour les femmes qui ont des enfants par rapport à celles qui n'en ont pas. Que des fois ça peut être vu comme attaquant ou « tsé moi, je réussis très bien alors que j'ai des enfants », c'est dur dire à une mère : « Tu participes à la division sexuelle du travail même si t'en es pas consciente. » Puis moi aussi j'y participe. Mais c'est dur prendre conscience de ça pis d'en parler pis d'agir. Concrètement, qu'est-ce que tu fais? Tu laisses le père de tes enfants que tu aimes pour ça? Non. (Julie)

Le travail de reproduction sociale étant intimement lié à ce que sont les femmes, notamment à la maternité, plusieurs répondantes avancent que c'est tout simplement trop délicat de parler de ce sujet avec d'autres femmes, même des collègues féministes ou des amies :

L'idée d'être une bonne mère, c'est très fort chez les femmes et je sens que rapidement elles peuvent se sentir attaquées ou comme invalidées dans leur rôle de bonnes mères. C'est vraiment « *touchy* ». (Louise)

Le quasi silence du mouvement des femmes sur la question du travail de reproduction sociale viendrait aussi du fait que ses membres ne s'entendraient pas sur la façon de le reconnaître et de le valoriser. Julie avance cette possibilité : « Oui je pense que c'est parce qu'on s'entend pas sur le travail invisible, est-ce qu'on doit le rémunérer ou pas. » Annick abonde dans ce sens : « C'est un débat sur lequel ça va être difficile de trancher encore une fois parce qu'il y a plusieurs positions très très différentes qui vont être menées au débat. »

4.1.3 Les propositions

Les jeunes féministes rencontrées ont des opinions sur le travail de reproduction sociale de même que sur le discours du mouvement des femmes sur cette question. Elles constatent la difficulté à trouver des solutions à cet enjeu. Elles se questionnent sur une possible rémunération du travail fait actuellement gratuitement dans les foyers. Elles ont en commun le désir d'une réflexion structurée, d'un débat au niveau du mouvement sur le travail de reproduction sociale. Cependant, le consensus n'est pas essentiel car elles sont sensibles aux différentes positions.

4.1.3.1 La rémunération du travail de reproduction sociale, une solution?

Les féministes rencontrées n'ont pas une réponse unique à proposer en ce qui a trait à la façon de valoriser le travail de reproduction sociale. Elles réfléchissent à la possibilité de rémunérer ce travail et les positions qu'elles expriment sont diverses.

Elsa parle de son choix personnel comparativement à celui d'autres femmes :

Je trouve ça très difficile, parce que pour moi la solution idéale, c'est les garderies. Quand t'en veux pas de garderies, ben là, qu'est-ce que tu fais? [...] Tsé les personnes qui décident de ne pas envoyer leurs enfants à la garderie et de rester à la maison, moi c'est pas le choix que j'ai fait, mais c'est un choix qui se défend quand même. Pis c'est un droit. Je suis qui, moi, pour dire que ces gens-là devraient pas être rémunérés?
(Elsa)

Plusieurs des féministes rencontrées, comme Elsa, sont ambivalentes par rapport à une forme de rémunération des personnes qui choisiraient de rester à la maison à temps plein pour s'occuper de leurs enfants. Certaines s'y opposent : elles y voient un risque de pauvreté puisque cette rémunération ne pourrait jamais équivaloir à un salaire décent selon elles. Toutefois, elles se demandent quelle serait une meilleure forme de reconnaissance de ce travail. Alexandra exprime bien ce problème :

C'est sûr que d'un point d'un point de vue d'analyse féministe, moi je trouve que c'est antiféministe de donner de l'argent à des familles au lieu de permettre à des femmes d'avoir accès au marché du travail, d'investir pour qu'elles aient des meilleures conditions de travail. Mais d'un autre côté, on veut valoriser ce travail-là; donc

comment le faire? On peut pas le faire juste avec des attitudes ou avec des pancartes sur le bord de l'autoroute avec « Aimez votre mère ou votre proche-aidante », c'est pas ça non plus! Donc moi je suis un peu confuse. (Alexandra)

Pour sa part, Béatrice appuierait la rémunération du travail fait à la maison.

Que ce soit un proche-aidant ou une maman qui décide de rester à la maison, ou même un papa, pour élever les enfants, [...] j'y ai souvent pensé. Je trouvais ça important, même qu'il pourrait y avoir une forme de rémunération par le gouvernement. [...] Je pense qu'on devrait plus valoriser justement ces rôles-là de proche-aidant et de mère au foyer pour celles qui désirent le faire. (Béatrice)

Quelques féministes rencontrées privilégient comme type de rémunération un revenu minimum garanti. Selon elles, cela permettrait à tout le monde, femmes et hommes, de faire les choix qu'ils désirent.

Jeanne parle aussi du fait qu'il faut tenter de trouver des mesures ou des programmes qui permettraient de répondre aux besoins du plus grand nombre de femmes et de familles possible :

Quand justement l'ADQ propose de donner 100 \$ aux mères à la maison, c'est le tollé, mais est-ce qu'on a vraiment demandé aux mères si ça les intéressait ou pas? [...] Pourquoi on n'essaierait pas de trouver un système économique qui [fasse] justement que la mère ne le perde pas son fond de retraite, que le père en donne un peu à la mère pendant [qu'elle se consacre au travail à la maison]? Ça serait mon idéal. Pourquoi ça arriverait pas? Il faudrait que ce soit d'un point de vue gouvernemental, mais celles qui veulent rester un an, deux ans, trois ans, cinq ans, qu'est-ce qu'on leur propose? Qu'est-ce qu'on fait pour pas qu'elles soient exclues de la société et pénalisées? (Jeanne)

4.1.3.2 Un débat sans nécessité de consensus

Les participantes constatent la crainte d'importants clivages dans le mouvement des femmes au sujet des solutions à apporter au problème de manque de reconnaissance du travail de reproduction sociale. Toutefois, plusieurs désirent respecter tous les points de vue et engager le dialogue. Comme le dit Annick, « c'est pas parce qu'on n'est pas capable de se positionner qu'il faut forcément arrêter d'en parler. » Lili croit aussi qu'il faut permettre à chaque féministe de se forger une opinion et que le mouvement est là pour lui donner des outils lui

permettant de réfléchir aux enjeux complexes : « Comme mouvement des femmes, on n'a pas à être tout un ou tout l'autre. On doit pouvoir donner des outils pour que chacune puisse se faire sa propre idée. » Arriver à un consensus n'est pas une nécessité pour plusieurs.

[Le discours c]'est : « les femmes doivent aller sur le marché du travail pour accéder à l'égalité économique ». Je suis d'accord avec ça, mais à quel prix? Est-ce qu'on peut trouver, pas un consensus, mais une zone, il y a des zones grises aussi, est-ce qu'on peut arrondir les coins un peu au lieu de ce soit juste ça? (Jeanne)

Pis on n'a pas besoin de toujours atteindre le consensus, pis ça des fois c'est comme une idée un peu préconçue qu'on a par rapport au mouvement, qu'il faut toujours avoir le consensus. [...] On parle beaucoup de la relève, mais je pense que notre défi, si on veut rester vivantes, c'est de s'ouvrir aux différences. (Valérie)

Les féministes rencontrées semblent vouloir que le mouvement des femmes ne se campe pas sur une position, un discours, mais qu'il accepte la diversité des opinions et le débat. Florence abonde dans ce sens en parlant du mouvement des femmes au Québec :

Je pourrais te dire que c'est un beau mouvement, inclusif, qui travaille fort, qui vit, qui a des contradictions tellement extrêmes que ça ne peut qu'être des résumés de toutes les individuelles qui en font partie. Ça demeure un exercice extraordinaire. C'est peut-être bien de se rappeler que c'est un exercice et non une conclusion ou une idée fixe. (Florence)

4.2 Le travail rémunéré

Le travail rémunéré représente le deuxième élément central de notre projet de recherche. Même si seulement la question de la conciliation famille-travail était abordée directement lors des entrevues, les féministes rencontrées ont souvent mis en parallèle le travail rémunéré et le marché du travail avec le travail de reproduction sociale. Ces deux types de travail sont inter-reliés de même qu'intimement liés à la vie des femmes. Cela peut expliquer l'importance prise par le travail rémunéré dans les entrevues et les rapports constants élaborés avec le travail de reproduction sociale.

Cette deuxième partie expose, tout d'abord, les deux idées principales des féministes participantes : le travail rémunéré n'est peut-être pas la panacée attendue par les féministes et

la conciliation famille-travail n'est pas une réussite. Ensuite, trois perceptions du discours du mouvement des femmes avancées par les participantes sont présentées : le manque de critique de l'organisation du marché du travail, les contradictions apparentes entre son discours sur la conciliation famille-travail et ses pratiques ainsi que des différences générationnelles dans la valeur accordée au travail rémunéré. Enfin, les répondantes proposent des pistes de solution au problème de la conciliation entre la famille et le travail rémunéré. Elles pensent que le mouvement des femmes doit réfléchir à l'organisation du marché du travail et posent les emplois à temps partiel bien rémunérés comme un idéal.

4.2.1 Les constats des jeunes féministes

Deux idées principales ressortent des entrevues en ce qui a trait au travail rémunéré. La première est que le travail rémunéré, quoi que présenté par le mouvement des femmes au Québec comme étant le moyen privilégié pour atteindre l'autonomie économique des femmes et une plus grande égalité, n'est peut-être pas la panacée espérée. La deuxième est que la conciliation famille-travail n'est pas une réussite pour beaucoup de femmes.

4.2.1.1 Le travail rémunéré : la panacée tant espérée pour les femmes?

Le constat principal fait par une très grande majorité de répondantes est que le travail rémunéré n'est pas nécessairement la panacée tant attendue par les féministes. Tant celles se revendiquant d'une idéologie anticapitaliste que celles se rapprochant davantage d'un féminisme libéral posent un regard critique sur la situation vécue par les mères. Elles ne voient pas toutes dans le travail rémunéré une source d'émancipation. Elles y voient aussi une source de complication de la vie des femmes. Elles constatent que l'accès au marché du travail, pour une grande proportion d'entre elles, s'est fait au détriment d'une qualité de vie notamment parce que leur charge de travail à la maison n'a pas diminué.

On a voulu les femmes sur le marché du travail sans, on dirait, réaliser qu'on leur demandait de faire un exploit presque impossible de concilier tout ça en même temps. Parce qu'il faut qu'elles s'oublient complètement ou presque si elles veulent finir par y arriver, pis c'est pas forcément très libérateur. Il faudrait trouver une façon pour que ça soit davantage source d'émancipation, le fait que les femmes travaillent, et non pas un recul parce que tout d'un coup, elles sont complètement submergées. (Annick)

Les féministes rencontrées jugent que le marché du travail est très exigeant, ce qui alourdit la charge de travail des femmes et des hommes qui veulent concilier vie familiale et vie professionnelle. Mélodie parle du « dogme du 9 à 5 » voulant que les gens doivent être « productifs » un minimum d'heures par semaine alors que ce n'est pas nécessaire selon elle.

Certaines répondantes avancent aussi que ce marché du travail n'est pas encore fait pour accueillir les femmes :

On veut qu'il y ait des femmes qui fassent semblant qu'elles ne portent pas avec elles la lourde tâche d'avoir du travail reproductif, le travail de coordonner une famille, tsé, l'entreprise familiale, on fait semblant que c'est pas là. On les traite comme si c'était n'importe qui à part quand elles arrivent avec une petite bedaine! (Alexandra)

4.2.1.2 La conciliation famille-travail : pas une réussite

La conciliation famille-travail demeure, selon les féministes rencontrées, une responsabilité individuelle qui incombe aux femmes. Bien que certains hommes accordant plus d'importance à leur vie familiale vivent des difficultés particulières de conciliation (employeurs encore plus réticents face à la conciliation des hommes qu'à celle des femmes), il reste que ce sont davantage les femmes qui paient un prix pour arrimer leur vie familiale à leur vie professionnelle. La socialisation est, encore une fois, une des raisons invoquées. Parallèlement à l'instinct maternel des femmes qui les attirerait vers la maison et le travail de reproduction sociale, le travail rémunéré des hommes serait plus important que celui des femmes. France illustre cette socialisation : alors que les filles reçoivent des poupées en cadeau, « les gars se font acheter des outils. Ils les font travailler, ils se font valoriser là-dedans. Les gars : bons dans ce qu'ils ont construit; les filles : bonnes dans le soin à leurs bébés! [rires] » Cette socialisation suit les femmes et les hommes une fois adultes :

Il y a quelque chose par rapport au travail, à la place du travail dans la vie de l'homme et la place du travail dans la vie de la femme. La conciliation travail-famille par rapport au travail de l'homme n'est pas la même que celle du travail de la femme. C'est comme si dès qu'on sait qu'une femme a des enfants, on s'attend à ce qu'elle va manquer du travail pour rester à la maison pour prendre soin de son enfant ou l'accompagner à l'hôpital ou à des rencontres de parents. (France)

Manon se sent débordée et aimerait travailler moins d'heures à l'extérieur de la maison. Quand nous lui demandons comment elle explique la diminution du nombre d'heures de travail rémunéré effectué par des femmes, elle répond :

Le poids des traditions, je sais pas, c'est un phénomène social. J'arrive pas, c'est super fort. [...] Ça fait encore de la pression sur les femmes. C'est comme si leur travail était moins important, c'est fou! Moi j'adore ça travailler. J'adore ça. C'est dur et ça me fait de la peine d'être moins avec mon bébé, mais je suis contente quand même de retourner au travail. J'ai une « carrière ». (Manon)

La diminution du nombre d'heures de travail rémunéré des femmes qui peuvent se le permettre s'explique, entre autres, par cette socialisation différenciée selon les sexes. Une logique économique est aussi invoquée : la personne du couple gagnant le plus petit salaire est celle qui se retire en partie ou totalement du marché du travail. Comme ce sont encore majoritairement les femmes qui gagnent moins que leur conjoint, ce sont elles qui vivent un risque de dépendance économique et de pauvreté à la retraite. Cette situation est dénoncée par le mouvement des femmes au Québec et plusieurs participantes aux entrevues en font aussi état.

Ce que je trouve dommage, c'est admettons un couple, la femme se met à travailler plus à temps partiel pour s'occuper des enfants. Le père, lui, peut s'épanouir dans son travail, côté carrière, tout le monde veut ça. Sauf que là, il y a séparation. Elle, toutes ces années-là où elle a travaillé à temps partiel, elle a rien de côté. À moins qu'ils soient mariés pis tout, mais... Durant toutes ces années-là, tu as pas eu le même salaire que lui. Le problème est plus loin. (Maude)

Certaines notent toutefois que ce n'est pas toutes les femmes qui diminuent leurs heures de travail rémunéré et que plusieurs des jeunes femmes qu'elles connaissent travaillent autant à l'extérieur du foyer que leur conjoint.

Alors que presque toutes les femmes rencontrées parlent de l'essoufflement associé à la conciliation famille-travail, le quart des répondantes disent explicitement que la conciliation n'est pas réussie, qu'elle demeure tout un défi. Elles croient que la conciliation famille-travail doit être un enjeu collectif, un choix de société en plus du travail de conscientisation à faire

auprès des employeurs. Juliette explique qu'il y a « des limites aux arrangements individuels et à la bonne volonté de ton conjoint. Il y a des obstacles organisationnels et structurels pis tant que ça changera pas, ben tu réussiras pas toute seule, la bataille est trop grande. » Manon abonde dans ce sens :

La conciliation, c'est pas quelque chose qui doit être réglé au point de vue familial. La conciliation famille-travail, je pense que c'est une politique. Ça doit être absolument et complètement décidé au niveau d'un pays. C'est pas du tout au niveau familial que ça se règle, pis au Québec, on en est super loin. Les employeurs sont absolument pas ouverts à ça pour l'instant. (Manon)

4.2.2 Les perceptions sur le discours du mouvement

Les perceptions des jeunes féministes rencontrées sur le discours du mouvement des femmes au sujet du travail rémunéré se présentent en trois points principaux. Premièrement, plusieurs participantes aux entrevues estiment que le mouvement des femmes québécois ne remet pas assez en question l'organisation du marché du travail actuel. Deuxièmement, elles dénoncent les contradictions entre le discours porté par le mouvement sur la conciliation et certaines pratiques observées ou vécues dans les groupes du mouvement. Enfin, les féministes rencontrées parlent directement de différences générationnelles au sujet du travail rémunéré et de la valeur qui lui est accordée.

4.2.2.1 Une attitude peu critique à l'égard de l'organisation du marché du travail

Un important enjeu présent dans les entretiens avec les féministes est la remise en question de la centralité du travail, ce qu'elles ne retrouvent pas dans le discours du mouvement des femmes québécois. Certaines dénoncent la façon dont les femmes ont intégré massivement le marché du travail depuis les années 1970. Jessie trouve que les femmes l'ont fait d'une façon androcentrée, en adoptant le modèle en place. Justine abonde dans son sens en se demandant « est-ce qu'on veut amener les femmes à s'émanciper, à faire ce qu'elles ont envie de faire ou ce qu'on veut, c'est amener les femmes égales aux hommes peu importe ce que cela coûte? » Elle pose clairement le manque de critique du mouvement des femmes en lien avec une société capitaliste :

J'ai l'impression que le mouvement féministe, celui qu'on entend dans les médias et tout, apporte pas le regard critique de la société dans laquelle on vit en disant « Ça va trop vite, ça roule trop vite, on n'a plus le temps de s'occuper de nos familles, ça a pas d'allure. » Mais le discours qu'on donne, c'est plutôt « Pour permettre aux femmes de *fit*ter dans cette société-là, il faut *park*er les enfants dans des garderies, avoir des garderies accessibles à toutes, aux femmes à faible revenu, et permettre à ces femmes-là d'aller sur le marché du travail... parce que c'est ça qu'elles veulent, ces femmes-là ». (Justine)

Justine doute du désir de toutes les femmes de se conformer à cet unique modèle qui leur est proposé.

D'autres se questionnent à savoir si c'est le féminisme ou le capitalisme qui a remporté la lutte dans les dernières décennies. Elles se demandent si l'arrivée massive sur le marché du travail de femmes ayant des enfants en bas âge, au lieu de servir l'égalité des sexes, n'a pas plutôt servi la société capitaliste en permettant aux familles, maintenant à deux revenus, de consommer davantage.

Je pense que c'est la société qui a fait en sorte que c'est plus facile pour les femmes de travailler pis c'est pas pour les bonnes raisons. Moi je pense que c'est pas pour des raisons de féminisme, j'ai l'impression que c'est beaucoup pour la consommation, pour qu'on puisse consommer plus. (Nathalie).

Percevant le travail comme une « machine qui nous mange tout rond », Florence aimerait que le mouvement des femmes cesse de revendiquer l'accès des femmes au travail dans le contexte actuel et qu'il tente davantage de travailler à l'extérieur de ce marché du travail. Pour elle, la façon de faire actuelle du mouvement des femmes reflète un endossement du « discours que le travail, c'est la réussite » puisque les efforts sont mis pour l'intégration et le maintien des femmes en emploi, sans critique du marché du travail et du système capitaliste qui le sous-tend.

4.2.2.2 Contradiction entre le discours et la pratique

Alors que plusieurs voient les milieux communautaire et féministe comme des endroits où il est plus facile de concilier famille et travail (surtout grâce à la flexibilité des horaires et aux valeurs plus « humaines ») que dans les entreprises privées, d'autres expriment les difficultés

à concilier famille et travail même dans ces milieux. Il est question, entre autres, du grand nombre d'heures de travail parfois nécessaires dans ces milieux militants. Il est aussi question de quelques expériences malheureuses au sein de groupes de femmes où l'annonce d'une grossesse ou d'un retour de congé parental ont été mal accueillies. Elles constatent des contradictions entre les revendications et la pratique dans certains groupes du mouvement des femmes et les déplorent. Juliette dénonce le fait que certaines féministes portent des jugements sur les choix que font les jeunes femmes en lien avec la maternité, comme le délai entre deux grossesses. Elle se questionne : « Elle est où la liberté de choix? Avoir un enfant quand je veux avec qui je veux? Ça vient toucher à des luttes qu'on a faites. Tu viens toucher à ma fécondité. » Elle croit que certaines femmes qui coordonnent des groupes mettent parfois de côté leur féminisme au profit d'un rôle d'employeur « traditionnel ».

Il semblerait que la façon de concilier famille et travail dans le mouvement des femmes il y a trente ans soit différente de celle d'aujourd'hui où, pour la première année de vie de l'enfant, le retrait du marché du travail est possible et même encouragé. Certaines féministes éprouveraient cependant des difficultés à ne pas juger les choix des plus jeunes. Annie tente d'expliquer ainsi les résistances qui demeurent dans un milieu qui se revendique pourtant publiquement d'une meilleure conciliation entre famille et travail :

Comme leurs enfants sont déjà grands, je crois qu'elles n'ont pas la même vision. [...] Dans leur temps, il n'y avait pas de congé de maternité d'un an et j'ai l'impression que comme travailleuses, comme employeuses, souvent... Le congé de maternité d'un an, elles l'ont défendu, elles sont bien contentes de l'avoir pis de le montrer et « regardez, nous les Québécoises, on a ça! », mais dans leur organisation, engager une jeune femme qui va peut-être partir un an, ça les dérange pareil! [...] C'est sûr, ça fait du mouvement de personnel, mais en même temps, c'est difficile de défendre quelque chose et après ça se retourner et faire « ah non, engage-pas telle personne parce qu'elle pense avoir des enfants bientôt. » (Annie)

Jennifer, qui travaille dans un groupe du mouvement des femmes, explique avoir reçu des remarques de la part de ses collègues plus âgées lorsqu'elle est devenue enceinte deux semaines après être revenue d'un premier congé parental. Ses collègues comparaient sa situation avec celle de jeunes mères dans les années 1970 et 1980 :

J'ai eu des jugements, j'ai eu des commentaires un peu « On le sait ben nananan ». Je le sais pas, je sens que c'est des longs congés et c'est perçu, pas par les jeunes, pas par les jeunes de mon âge, mais dans l'autre génération, c'est comme « Eille! Nous autres on s'est débrouillées! » C'est ça, les commentaires c'était « Moi ça faisait 2 mois que j'avais accouché pis je recommençais à temps plein à travailler. » En voulant dire que toi tu es fatiguée pis ça fait un an, ça marche pas. (Jennifer)

4.2.2.3 Des différences générationnelles constatées

Un peu plus de la moitié des féministes rencontrées voient des différences générationnelles derrière les perceptions du travail rémunéré et du travail de reproduction sociale. Certaines parlent de la hiérarchie qui a cours même dans les groupes du mouvement des femmes²³ alors que ce n'est pas dans tous les groupes que se maintient l'esprit de collégialité et d'égalité prôné par le féminisme. Lamoureux (2006) avance aussi cette idée : « [L]e visage que présentent actuellement les organisations féministes est assez éloigné des pratiques de départ. La forme 'collectif' a cédé le pas à des formes organisationnelles plus hiérarchiques, dans lesquelles la démocratie interne n'est pas toujours au rendez-vous. » (p. 61) Florence croit la même chose et avance qu'« il y a encore énormément de dynamiques de pouvoir à l'intérieur du mouvement des femmes ». Elle explique :

J'ai travaillé dans une collective, mais c'est clair que c'était une collective par nom seulement, en tout cas pour moi. Il y avait une hiérarchie par l'âge, par l'expérience, par la capacité de s'exprimer, par la façon d'être plus intellectuelle qu'émotive. Tu décortiques pis c'est les mêmes structures qu'ailleurs, c'est juste qu'on t'appelle pas coordonnatrice, mais tu l'es. (Florence)

La façon d'aborder l'organisation des groupes et le mouvement des femmes serait différente de celle prônée par différentes jeunes féministes rencontrées. Luce avance qu'avec l'institutionnalisation du mouvement, la militance gratuite a peu à peu disparu et que cela peut faire obstacle à certaines jeunes féministes qui voudraient participer à des instances sans faire partie d'une équipe de travail rémunérée. Guberman *et al.* parle de ce risque en ces termes : « Grâce à la formalisation accrue, les organismes sont mieux équipés pour atteindre leurs objectifs, mais le contrôle des travailleuses sur le groupe s'est accru aux dépens du pouvoir des participantes. » (2004, p. 10)

²³ À ce sujet, consulter Nancy Guberman *et al.*. 2004. *Le défi des pratiques démocratiques dans les groupes de femmes*. Montréal : Les Éditions Saint-Martin, 252 p.

Plusieurs expriment aussi que le travail semble plus important pour les féministes plus âgées :

[P]arce que ça été leur cheval de bataille principal pendant plusieurs années. Sortir du privé, de la maison, des fourneaux pour aller travailler, c'est un méchant gros pas, donc... c'est une fierté d'avoir gagné tout ça, une certaine peut-être crainte sous-jacente de perdre ces acquis-là. [...] Moi je me préoccupe davantage [qu'elles] de la conciliation travail-famille et de l'équité à l'intérieur du couple, à l'intérieur de la maison [...]. (Emmanuelle)

Les jeunes féministes expliquent l'accent que leurs consœurs plus âgées portent au travail par les différences de contexte social. Jennifer explique ce qu'elle perçoit dans son milieu de travail :

Les plus âgées, comment je pourrais dire, c'est comme si le travail c'était le centre de leur vie. C'est comme si une femme qui reste à maison pour s'occuper des enfants ben c'est pas, on juge pas, on dénigre pas ou quoi que ce soit, ça c'est clair, mais c'est comme si « elle se tire dans le pied, elle veut pas se prendre en mains, elle se prend pas en charge. » Pis pourtant on le sait c'est quoi quand on est à maison. On n'est pas nécessairement écrasée sur le divan à écouter la télé toute la journée [rires]. On en court une *shot!* Donc moi je vois ça autrement. Ces intervenantes-là, celles dont je te parle, ont jamais jamais eu à se préoccuper de qui va s'occuper de leurs enfants. Elle a pas de gardienne une journée, ben elle a cinq sœurs, sa mère, douze tantes. Elle avait du choix en masse pour s'en occuper et elle a vraiment *focusé* sur sa carrière. [Elles vivaient toutes cette situation], je parle pas juste d'une. (Jennifer)

4.2.3 Les propositions

Les propositions avancées par les participantes aux entrevues touchent à différents éléments : l'organisation du marché du travail, la façon dont nous abordons le maintien en emploi, de même que les politiques familiales mises en place au niveau provincial. Ainsi, cette section présente trois pistes de solution en lien avec le travail rémunéré. La première est l'idéal du temps partiel et la seconde, l'idée de cycle emploi/hors-emploi. La troisième piste présente des améliorations souhaitées aux programmes de service de garde de même qu'au RQAP.

4.2.3.1 Entre le « tout ou rien », l'idéal du temps partiel

Bien qu'une des féministes rencontrées se sente dans l'obligation de réduire ses heures de travail rémunéré, cause de l'épuisement qu'elle ressent depuis la naissance de son enfant, et qu'il s'agit pour elle du deuil de la carrière envisagée, les entrevues permettent de dégager une volonté personnelle d'équilibre entre les différentes sphères de la vie. Quelques femmes rencontrées qui n'ont pas d'enfant parlent de leur objectif de couple qui sera, pour elle et leur conjoint, de travailler quatre jours/semaine chacun lorsqu'ils auront des enfants. Le temps partiel pour tous, femmes et hommes, apparaît alors comme la manière de trouver ce point d'équilibre entre la course folle de l'emploi à temps plein sur le marché du travail et le retrait complet à la maison.

Alors que Charlotte préfère personnellement l'option des garderies et du travail rémunéré à temps plein, au plan collectif, elle privilégierait « davantage les solutions qui amènent un aménagement du temps de travail, qui offrent différentes possibilités aux parents plutôt que celles de demeurer au travail à temps plein ou de rester à la maison. » Elsa pense exactement la même chose : « Pour permettre que le choix ce soit pas tout ou rien : soit tu as une job 40 heures/semaine ou pas pantoute. Il faut des degrés entre les deux. » Juliette dit aussi :

Je pense que le fait du temps partiel, c'est justement pour essayer d'avoir une qualité de vie pis pas virer complètement folle. L'expérience de la maternité, ça te prend un an pour vraiment l'apprécier et quand ton congé achève, c'est là que c'est le plus le fun avec ton enfant et il faudrait que tu le quittes pour faire cinq jours/semaine? C'est une déchirure. C'est pour ça que la plupart des parents, les gars aussi, [ce qu'ils veulent,] c'est de travailler quatre jours/semaine, mais d'avoir le même salaire. La qualité et les conditions de vie, on veut les deux. (Juliette)

Les mères qui ont choisi de rester à la maison à temps plein avec leurs jeunes enfants l'ont fait dans le contexte où elles devaient choisir entre « tout ou rien ». Plusieurs mères à la maison parlent de ce « meilleur des deux mondes » qu'est le travail à temps partiel. Il représente pour elles un idéal qui n'a pas pu se concrétiser. Elles ont privilégié le retrait complet du marché du travail pour une période plus ou moins longue puisque l'option de travailler à temps plein n'était pas ou plus envisageable pour elles. Par exemple, Florence, mère à la maison depuis un peu plus de quatre ans, a demandé lors de son retour de congé de

maternité à son ancien employeur, un groupe du mouvement des femmes, de réduire ses heures. Elle a essayé un refus :

Un groupe de femmes n'est pas capable de s'adapter à une réalité familiale différemment et que le seul modèle proposé c'est le temps plein, ben, ça marche pas! [...] Est-ce qu'on pourrait honnêtement autour de la table se dire combien d'heures on voudrait travailler et comment on voudrait que ça marche? Même dans un milieu de femmes, on voulait pas faire ça. (Florence)

Nathalie a travaillé quatre jours par semaine après son premier congé de maternité, mais sait que son employeur n'acceptera pas que ce soit le cas après son présent congé. Elle a décidé de se « sacrifier totalement à [ses] enfants parce que l'alternative qui lui est proposée ne [lui] est pas acceptable, c'est-à-dire courir et avoir la langue à terre. » Elle tente donc de se résoudre à rester à la maison à temps plein, mais vit plusieurs déchirements. Elle sait qu'elle hypothèque son indépendance financière et qu'elle ne retrouvera peut-être jamais de poste aussi intéressant que celui qu'elle laissera quelques mois après notre entretien.

Les participantes sont conscientes que le marché du travail actuel n'offre que très peu d'emplois à temps partiel proposant des tâches et des conditions de travail intéressantes et que, dans ce contexte, le travail à temps partiel peut rimer avec pauvreté. En même temps, elles trouvent légitime le désir de diminuer le temps passé à travailler contre rémunération. Annie croit que cela peut résulter de décisions de couples au sein desquels « la femme se dit 'moi c'est ça que j'ai envie de vivre avec mon enfant, avec ma famille'. » Maude, qui s'inquiète des répercussions sur l'autonomie financière des femmes qui travaillent à temps partiel ajoute :

C'est un peu ça, moi qui me mêle, parce que à quelque part je trouve ça correct parce que... Est-ce que la valorisation passe juste par l'argent et tout ça? Non. Parce que pour ma mère ça a été un choix de passer plus de temps avec sa fille et jamais qu'elle l'a regretté. » (Maude)

C'est pour cela que plusieurs d'entre elles veulent promouvoir une diminution du temps de travail jumelée à de meilleures conditions de travail. Puisqu'elles sont très éduquées, elles ne semblent pas craindre de ne pas se retrouver d'emploi, mais bien de ne pas avoir la carrière qu'elles avaient prévue.

4.2.3.2 La discontinuité partagée sur le marché du travail

Parmi les trois mères présentement en congé parental et qui ne retourneront pas travailler après la fin de leurs prestations, Hélène et Jeanne voient cet arrêt comme temporaire. Quand l'enfant sera un peu plus vieux et que l'allaitement sera terminé, ce sera au tour de leur conjoint de rester à temps plein à la maison pour au moins quelques mois, voire quelques années : « Moi c'est vraiment un cycle qu'on vit [...] Là c'est moi qui est là, pis dans cinq ans, ça va peut-être être lui. » (Hélène)

Dans mon couple on en a beaucoup parlé. Moi j'ai le projet de rester à la maison l'année prochaine. [...] Mais peut-être que l'année d'après, papa, qui peut prendre une année sabbatique, la prendrait pour rester avec bambin et moi retourner à temps plein. Moi j'ai aucun problème avec ça, quand le bébé n'est plus allaité. Et je trouve ça même super que lui aussi il puisse expérimenter ce que c'est rester à la maison. C'est pas une question de genre, c'est une question d'équilibre. (Jeanne)

Pour elles, il ne s'agit pas de quitter pour toujours le marché du travail, mais d'y participer à certains moments et à d'autres non. Elles et leurs conjoints priorisent la qualité de vie de la famille au lieu d'une présence continue en emploi.

4.2.3.3 CPE et RQAP : d'excellents programmes... à améliorer

Le réseau des services de garde à contribution réduite (7 \$) est un programme valorisé par les féministes rencontrées. Toutefois, le manque d'accessibilité et de flexibilité dans les services de garde pose problème concrètement.

Il y a tout l'élément des garderies, [...] je trouve que ça devrait être une des priorités du gouvernement de pouvoir offrir aux parents la possibilité d'avoir une autonomie professionnelle, de pas avoir à rester à la maison. [...] Une des grosses problématiques que je vois avec mes amies, c'est vraiment la différenciation entre ce qu'elles peuvent se permettre, qui peut se permettre d'aller dans les garderies privées, qui peut se permettre d'aller dans les garderies à contribution réduite. (Luce)

L'accessibilité limitée fait en sorte que les parents doivent prendre la place qui leur est offerte au moment où elle leur est offerte, sans possibilité de choisir véritablement l'endroit où leurs

enfants passeront plusieurs heures par semaine. Ainsi, une meilleure accessibilité, ainsi qu'une plus grande flexibilité des horaires sont proposées.

Le RQAP est aussi perçu comme étant un excellent programme qui permet une certaine flexibilité favorisant la conciliation famille-travail. Les répondantes déplorent cependant que, même si de nombreuses semaines peuvent être partagées entre les parents, ce soit encore les mères qui utilisent très largement ce congé. Les premiers mois semblent déterminants pour plusieurs répondantes afin que des rôles davantage égalitaires soient réellement installés dans la routine familiale. Éliane avance aussi que plus les hommes prendront de longs congés parentaux, plus la situation changera sur le marché du travail :

Moi c'est un combat que je fais dans mes réseaux, c'est que les gars commencent à prendre des congés de paternité, mais massivement, pis des gros congés [rires] pour pouvoir modifier la dynamique au niveau des employeurs, au niveau de la réalité du travail. [...] J'aimerais ça que pour un employeur, engager un jeune homme ça veuille dire la même chose au niveau des congés parentaux que d'engager une jeune femme. Ça enlèverait bien des freins aux femmes sur le marché du travail. (Éliane)

Éliane propose donc une grande campagne publicitaire incitant les hommes à prendre des congés parentaux de plusieurs mois. Jennifer parle aussi du partage du congé parental et croit qu'un calcul différent des prestations devrait être instauré, par exemple, en tenant compte des revenus des deux parents au lieu de seulement celui qui prend le congé. Selon elle, la logique économique du plus petit salaire cesserait ainsi d'opérer.

Cette idée de Jennifer pourrait peut-être aussi répondre à un problème soulevé par Chantal. Cette dernière avance pour sa part que le fait que la prestation offerte dans le cadre du RQAP soit beaucoup moindre que le revenu initial (jusqu'à 55 % du salaire), certaines femmes et certaines familles, parmi les plus pauvres, ne peuvent se le permettre. Valérie, quant à elle, propose la possibilité d'un congé qui commence un peu avant la naissance de l'enfant sans pénalité et celle d'un retour progressif au travail après le congé parental afin de permettre une meilleure transition tant pour le parent que pour l'enfant.

Enfin, Charlotte croit que le RQAP ne devrait pas être vu comme « un régime d'assurance en fonction du salaire qu'on a maintenant, mais être une reconnaissance du travail parental qui est effectué au cours de la première année de vie de l'enfant. » Avec cette vision, les personnes étudiantes pourraient recevoir des prestations et le travail parental serait davantage reconnu.

4.3 Des explications

Les féministes rencontrées ont partagé leurs constats concernant le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré. Elles ont aussi parlé de leurs perceptions du mouvement des femmes québécois en lien avec ces sujets et des propositions qu'elles aimeraient voir discutées au sein du mouvement. Est-ce que le contexte social dans lequel les jeunes féministes québécoises ont grandi et évoluent aujourd'hui influence leurs idées sur le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré? Leur type d'engagement et de participation peut-il aussi expliquer leurs façons de voir? Sans tomber dans un débat posé en termes uniquement générationnels, existe-t-il des différences entre les jeunes féministes québécoises et celles qui les ont précédées? Nous croyons que oui et élaborons notre analyse dans les pages qui suivent.

Nous présentons tout d'abord les éléments de contexte social qui varient entre les jeunes féministes québécoises et leurs aînées et par le fait même les différences d'idées sur le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré. Nous abordons ensuite les différences dans le type d'engagement social et les répercussions sur la vision des jeunes féministes sur le sujet qui nous préoccupe.

4.3.1 Une différence de contexte social

Les jeunes féministes québécoises n'ont pas grandi dans le même contexte social que leurs aînées. Leurs années de jeunes adultes ne se déroulent pas non plus dans le même cadre. Nous précisons les différences de contexte social tant en lien avec le travail de reproduction sociale qu'avec le travail rémunéré.

4.3.1.1 Le travail de reproduction sociale

La quasi-totalité des jeunes féministes rencontrées ne posent pas le même regard que leurs aînées sur le travail de reproduction sociale et sur la maternité. Louise Vandelac, dans l'avant-propos *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*, publié pour la première fois en 1985, présente un extrait de *L'Euguélonne* de Louky Bersianik²⁴ qui qualifie le travail domestique de mélasse dans laquelle sont engluées les femmes (1988, p. 11). Vandelac poursuit avec ces mots :

Nous avons vu vivre nos mères dans le puits de mélasse de leur cuisine. Et comme beaucoup d'autres, nous avons eu peur de cet enfermement [...] Notre premier désir était de sortir de ces cuisines d'impuissance, de les rayer de nos vies et de nos têtes, comme si ces gestes incantatoires nous en libèreraient. (p. 12)

Alors que les jeunes féministes des années 1970 voyaient la sphère domestique comme un enfermement, un manque de liberté, les jeunes féministes d'aujourd'hui, très scolarisées, y voient une immense charge de travail, certes, mais qui n'est pas que connotée négativement. Rares sont celles qui ont vu leur mère s'ennuyer à la maison. Elles aspirent ainsi à un partage de ce travail tout en étant conscientes que les stéréotypes ont la vie dure. Jessie, mère à la maison, dit se sentir une femme tout à fait moderne et explique comment elle perçoit son rôle et celui de son conjoint :

Les heures dédiées à la famille, que ce soit par un travail rémunéré ou non, c'est réparti équitablement, dans le sens où ma figure de mère au foyer est pas celle des années 50. Quand il rentre, je ne lui mets pas ses pantoufles et je ne lui apporte pas un scotch... Quand il rentre, il sait que moi aussi j'ai eu une journée occupée. Ma journée est pas finie, la sienne non plus. On se répartit équitablement le temps, peu importe la nature des tâches. (Jessie)

Elles peuvent concevoir de passer plus de temps à la maison, en partie à faire ce travail de soins aux enfants et de tâches domestiques, alors que cette perspective n'était pas vue positivement par une majorité de féministes de la deuxième vague.

²⁴Louky Bersianik (1930-2011), née Lucille Durand, est une écrivaine féministe québécoise dont une des œuvres majeures est *L'Euguélonne*, publiée en 1976.

De plus, le contexte dans lequel doit se faire la conciliation entre la famille et le travail rémunéré est différent aujourd'hui pour les familles ayant de jeunes enfants. Certes, les familles ont la chance de pouvoir compter sur des programmes gouvernementaux généreux, mais les réseaux dans la vie privée se sont amenuisés. Le fait qu'une majorité de femmes (et d'hommes) travaillent à l'extérieur réduit de beaucoup les possibilités pour les familles d'avoir accès à un réseau pour les soutenir dans leur travail de reproduction sociale. Alors que les femmes travaillaient plus rarement à l'extérieur de la maison à temps plein il y a trente ans, celles qui le faisaient pouvaient compter sur une voisine, leur mère ou une autre membre de leur famille qui, elles, étaient à la maison et donc davantage disponibles pour s'occuper d'un enfant malade ou aider à toute autre tâche. Les familles sont aussi moins nombreuses et le rythme de vie a changé. Giselle, mère de quatre enfants et à la maison pour un an depuis la fin de son dernier congé parental, parle aussi de ce réseau qui n'existe plus : « J'ai l'impression que cette gestion-là, c'est un problème de notre génération dans le sens qu'avant les femmes étaient au foyer et c'était ça leur travail et il y avait peut-être aussi un réseau dans la ruelle, dans la famille, qui pouvait soutenir pis là, ben, on est toutes seules. »

4.3.1.2 Le travail rémunéré

Louise Vandelac, toujours dans *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*, dit qu'il était illusoire de croire que le travail de la maison disparaîtrait avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail, la création de programmes sociaux par l'État et l'invention de nouvelles technologies (1988, p. 12 et 15). Toutefois, le discours du mouvement des femmes québécois n'a pas changé depuis les années 1980 et les jeunes féministes des années 2000 font le constat que ce qui leur est proposé ne fonctionne pas, en tout cas, pas pour la majorité. Elles croient qu'il faut se tourner vers ce qu'il reste à faire au lieu de toujours se féliciter des acquis, certes très importants, que sont l'arrivée massive des femmes ayant de jeunes enfants sur le marché du travail, les congés parentaux et le réseau des CPE. Ces dernières mesures obtenues de haute lutte par le mouvement des femmes et d'autres acteurs sociaux tels que les syndicats sont vues comme des gains certains pour les femmes, mais pas une fin en soi. Pour Jeanne, il faut « arrêter de dire oui, on a les garderies à 7 \$, génial! Mais continuer le débat. »

Florence croit aussi que le mouvement des femmes doit pousser sa réflexion plus loin :

C'est comme si cette énergie-là y a mettons 15-20 ans, ça a mené vers les garderies, mais là maintenant on a les garderies, mais qu'est-ce qui reste? Il y a quand même encore une insatisfaction, il y a quelque chose à traiter. La solution générale, c'est de dire « ben moi je retourne au travail, mes enfants vont à la garderie et voilà. » J'ai l'impression qu'il faut pas trop brasser cette cage-là. (Florence)

Mélodie croit que « peu importe le dénominateur qu'elles se donnent ou leur degré de radicalité », qu'elles soient « anarchistes ou anticapitalistes » ou non, les jeunes féministes partagent ce besoin de réfléchir aux acquis féministes et à ce qu'elles veulent maintenant mettre de l'avant au sujet du travail de reproduction sociale et du travail rémunéré. Quelles ont été les conséquences des gains pour les femmes, les hommes et les familles du Québec?

Nous avons vu précédemment que les jeunes féministes rencontrées n'y voient pas que du positif. Les changements survenus sur le marché du travail dans les dernières décennies peuvent influencer les perceptions des répondantes. Il est important de noter qu'entre les années 1970 et aujourd'hui, le marché du travail a subi de profondes transformations : précarisation de nombreux secteurs d'emplois (plusieurs secteurs féminins comme les services et les soins aux personnes) et alourdissement des postes les mieux rémunérés. Ainsi, pour espérer avoir un emploi permanent avec un salaire décent aujourd'hui, il faut souvent travailler de très longues heures par semaine alors que parallèlement, la majorité des emplois requérant moins d'heures sont moins bien rémunérés et aux conditions précaires (Beeman, 2012). Vincent de Gaulejac affirme aussi que la nouvelle gestion des entreprises vise à « obtenir une disponibilité permanente pour que le maximum de temps soit consacré à la réalisation des objectifs fixés et, au-delà, à un engagement total de réussite de l'entreprise. » (de Gaulejac, 2009, p. 116) Dans ce contexte, il est logique de voir les jeunes féministes constater que la venue des femmes sur le marché du travail n'a pas qu'offert aux femmes un moyen d'atteindre l'autonomie : les Québécoises gagnent toujours, en 2011, 78 % du salaire hebdomadaire des Québécois (Institut de la statistique du Québec, 2012, p. 196) et elles doivent maintenant faire la double ou la triple tâche.

Il semble que le discours du mouvement des femmes n'ait pas suivi les changements survenus sur le marché du travail dans les trente ou quarante dernières années. Même si l'organisation du travail a toujours été désavantageuse pour les femmes, les féministes des années 1970 pouvaient espérer que les femmes occupent des emplois stables, bien rémunérés, avec de bonnes protections sociales. Ce type d'emploi est de plus en plus rare et les répondantes en sont conscientes.

La demande de réorganisation du marché du travail est aussi issue en partie de l'importance de la valeur familiale. Avoir du temps pour la famille, mais aussi pour soi, est une valeur dominante dans les propos des féministes qui ont participé à l'enquête. Tout comme l'avancent plusieurs auteures (Saint-Charles *et al.*, 2009; Quéniart et Jacques, 2001 et 2004; Baugnet, 1996; Gauthier, 2008), les jeunes féministes privilégient la qualité de vie et la famille autant sinon davantage que le travail rémunéré. Elles sont donc en phase avec les jeunes de leur génération. Trouver un équilibre dans leur vie, avoir un aménagement du temps qui permette de vivre sainement et à sa guise toutes les facettes de sa vie (professionnelle, familiale, personnelle) est essentiel pour elles. Dans les entrevues, il est aussi question, au-delà d'avoir du temps pour travailler et s'occuper des enfants, d'avoir du temps à consacrer aux sports et aux activités culturelles de même qu'aux activités militantes. Elles croient qu'un aménagement différent du temps devrait être possible pour toutes et tous, parents ou non : « Je pense que ça va rester important pour les femmes, pour ma génération, mais aussi pour les hommes, d'avoir un équilibre pour les différentes phases de nos vies, au grand dam de Lucien Bouchard qui dit qu'il faut travailler plus! » (Jessie).

Le fait que les féministes rencontrées remettent en question la centralité du travail et l'obligation de choisir entre travailler contre rémunération à temps plein et être à la maison à temps plein ne signifie pas le rejet total de la valeur associée au travail rémunéré. Elles continuent à le trouver important mais ne le voient pas comme unique moyen d'épanouissement personnel. Le travail rémunéré fait partie d'une valeur parmi d'autres toutes aussi importantes, comme la famille. En cela, ces jeunes femmes ressemblent aux jeunes décrits par Gauthier (2008), Gauthier et Vultur (2007) et par Méda (2011). Ce dernier, à l'aide de sondages réalisés en Europe, avance que sans avoir un rapport entièrement

spécifique au travail, les jeunes ont des attentes davantage portées vers « le relationnel, l'intérêt du travail et le sens du travail » que celles de groupes plus âgés (2011, p. 192). Aussi,

les jeunes souhaitent, comme les autres tranches d'âges et peut-être de manière plus intense, limiter la place que le travail occupe dans leur vie, comme s'il s'agissait de défendre un investissement intense dans le travail mais permettant d'autres investissements dans d'autres sphères et d'autres activités. (Méda, 2011, p. 192-193)

Les propos des participantes aux entrevues vont dans le même sens. Tel un cri du cœur, Nathalie pose la question : « Tsé, est-ce qu'il y en a des femmes qui aiment ça travailler mais qui veulent rester à la maison? Oui, forcément, mais où sont-elles? » Valérie parle quant à elle de la hâte au retour au travail pour certaines après le congé de maternité : « On est allumées aussi, on a hâte de revenir travailler. C'est par là que passe, pour certaines femmes en tout cas, dont moi, un peu la réalisation. C'est concilier tout ça. »

4.3.2 Une différence de type d'engagement

La façon dont les jeunes féministes vivent leur militance au sein du mouvement des femmes nous semble différente de celle de leurs aînées. En ce sens, elles rejoignent les autres membres de leur génération.

4.3.2.1 Entre engagement social et vie privée : un grand souci de cohérence

Les jeunes féministes rencontrées sont des femmes engagées socialement, la plupart du temps dans de multiples lieux. Certains de leurs engagements sont davantage ponctuels ou moins formels, selon le temps disponible. En cela, elles rejoignent bien les formes d'engagement décrites par Baugnet et Ion précédemment. En plus de ces formes d'engagement considérées comme nouvelles ou non-traditionnelles, les participantes votent aux élections fédérales et provinciales en très grande majorité. Pour elles, il serait impensable de manifester dans les rues si elles n'allaient pas voter, comme si cela relevait de l'incohérence.

Ce souci de cohérence est très présent dans leurs réponses. Il se retrouve, d'une part, dans cet engagement militant et dans la consommation de produits locaux et équitables qu'elles s'efforcent de mettre en pratique. Ces actions sont importantes parce qu'elles sont en phase avec leurs valeurs profondes d'équité et de justice sociale. D'autre part, le souci de cohérence est aussi très présent lorsqu'elles parlent de leurs relations de travail ou de leurs relations amoureuses. Ainsi, tant dans un emploi dans le mouvement des femmes que dans leur couple, elles désirent vivre des relations égalitaires, empreintes d'un respect mutuel. Cela rejoint les paroles de Saint-Charles *et al.* qui avancent qu'« il est important pour ces jeunes femmes d'être cohérentes avec leurs valeurs féministes dans les différentes sphères de leur vie. » (2009 p. 152)

4.3.2.2 La valorisation de la diversité

Une majorité des répondantes constatent la diversité et l'hétérogénéité des appartenances et des idées au sein du mouvement des femmes. Elles valorisent cette hétérogénéité et ont la volonté d'inclure encore davantage des femmes de groupes autres que celui majoritaire, de même que les hommes. Les idées *queer* sont aussi abordées par plusieurs d'entre elles, à différents niveaux. En ce qui a trait à la famille et au travail de reproduction sociale et rémunéré, les idées sont aussi multiples même si une tendance se dessine. Ainsi, il y a pour les participantes, un « nœud » en ce qui a trait à la famille et au travail de reproduction sociale. Elles désirent toutes une plus grande valorisation de ce travail et ne voient pas le travail rémunéré comme le centre de leur vie. Toutefois, le point de départ de leur réflexion n'est pas le même pour toutes. Deux grandes catégories se dessinent. La première est celle où la fonction maternelle des femmes (qui passe, entre autres, par l'accouchement, l'*empowerment* dans la maternité, etc.) devrait être célébrée en tant que spécificité. Les tenantes de cette position veulent que leur rôle de mère soit valorisé et reconnu. La deuxième catégorie, regroupant beaucoup plus de participantes, relève du constat que le système actuel (économique, politique et social) ne reconnaît pas le travail qui doit être fait à l'intérieur d'une maison et que cette non reconnaissance entraîne des conséquences négatives causées par la multiplication des tâches dont sont responsables les femmes : stress et épuisement des femmes, dépendance économique des femmes, etc. Les jeunes féministes de cette catégorie

veulent que ce travail soit reconnu et valorisé et que le marché du travail s'ouvre à cette réalité afin 1) que les hommes aussi puissent plus facilement concilier famille et travail et 2) que des emplois à temps partiel de qualité soient disponibles. Certaines féministes rencontrées présentent des caractéristiques des deux catégories. Cependant, elles favorisent toutes l'ouverture à une diversité d'opinions. Elles aimeraient que la société puisse permettre de « vrais choix » qui ne pénaliseraient pas les femmes, ni financièrement, ni au niveau de leur santé. Elles veulent que les femmes qui désirent rester à la maison avec leurs enfants, à temps plein ou à temps partiel, puissent le faire. Celles qui désirent travailler à l'extérieur devraient avoir accès à des services (comme les services de garde) adaptés à leur réalité de sorte qu'elles n'aient pas à payer de leur santé physique et mentale.

Quel que soit le moyen envisagé, la valorisation de la liberté de choix est bien présente dans le discours des interviewées. Les jeunes féministes rencontrées désirent que le respect de l'hétérogénéité constatée dans le mouvement des femmes au Québec soit valorisé. Ce discours de liberté de choix et de respect de la diversité des appartenances et des points de vue rejoint les idées présentées plus haut. Lamoureux (2006), en parlant de la diversité entre femmes, rappelle que « la critique qui revient le plus souvent dans la bouche de celles qui se réclament de la troisième vague [est qu'elles] voudraient '*un féminisme plus englobant*'. » (p. 67) Dubé abonde dans ce sens : « Un mouvement des femmes ouvert sur le monde, mettant de l'avant la diversité et la solidarité au sein de ses rangs, voilà donc ce que livre le message porté par les jeunes féministes depuis les dernières années. » (2008, p. 173)

CONCLUSION

Depuis les années 1970, le mouvement des femmes québécois enjoint les femmes de sortir de la maison et de travailler contre rémunération afin qu'elles évitent la dépendance économique. Les féministes de la deuxième vague ont remis en question les rôles sexués traditionnels et dénoncé l'institution de la famille qu'elles voyaient comme centrale dans l'oppression subie par les femmes. Le mouvement des femmes met donc en avant des revendications en lien avec la conciliation famille-travail. Pourtant, malgré une plus grande présence des mères sur le marché du travail et une implication accrue des pères auprès des enfants, les femmes demeurent les principales responsables du travail de reproduction sociale : les soins aux enfants et aux proches-dépendants, les tâches domestiques et l'organisation familiale. Des jeunes femmes font aussi partie du mouvement et désirent, comme leurs aînées, l'égalité entre les femmes et les hommes. Que pensent-elles du travail de reproduction sociale et du travail rémunéré? Retrouvent-elles leurs idées dans le discours dominant du mouvement des femmes au Québec?

Les deux hypothèses de départ ont été largement vérifiées par les données d'entrevues réalisées avec 29 jeunes féministes en 2011 et au début de 2012. Ces hypothèses proposaient que la vision des jeunes féministes du travail de reproduction sociale et du travail rémunéré ne trouvait que peu d'écho au sein du mouvement des femmes et que cette différence avec la vision de leurs aînées pouvait s'expliquer par le contexte social caractérisant ces deux générations, de même que par le type de participation et d'engagement qui en découle.

Les féministes rencontrées constatent que le travail de reproduction sociale n'est ni reconnu, ni valorisé. Elles notent des inégalités dans le partage des tâches et dans les rôles parentaux alors que les rôles sociaux de sexe ne changent pas aussi vite qu'on pourrait le croire. Les mères sont maintenant en majorité des travailleuses. Être une mère est donc, en plus d'une

valorisation dans la relation avec l'enfant, un rôle très exigeant. La course à la performance des mères les mènerait à l'essoufflement et même à l'épuisement alors que les critères de la « bonne mère » se multiplient.

Les féministes rencontrées disent que le débat sur le travail de reproduction sociale a été clos au début des années 1980 dans le mouvement des femmes au Québec. Elles avancent qu'il en est peut-être encore question sous différentes formes, mais qu'aucun débat de fond n'a été mené depuis : le sujet serait devenu tabou. Elles nomment comme sources possibles de ce silence la crainte de la droite économique et sociale, le fait que ce travail touche à l'intimité des femmes, ainsi que les clivages importants qui diviseraient les féministes quant aux solutions à privilégier pour le valoriser. Les répondantes croient tout de même nécessaire de relancer un débat dans le mouvement des femmes sur la question du travail de reproduction sociale. Elles-mêmes divisées sur le sujet de la rémunération de ce travail, elles avancent qu'un consensus n'est pas nécessaire à l'issue de ce débat.

Le constat en lien avec le travail rémunéré est double : il n'est peut-être pas la panacée espérée par les féministes de la deuxième vague et la conciliation famille-travail n'est pas réussie actuellement. Les participantes dénoncent l'attitude peu critique du mouvement des femmes à l'égard du marché du travail de même que les contradictions entre son discours et ses pratiques en lien avec la conciliation famille-travail. Elles posent le travail à temps partiel de qualité comme un idéal permettant un équilibre entre les différentes sphères de la vie des gens, tant femmes que hommes. Certaines parlent aussi de la possibilité de voir le cycle emploi-hors emploi comme un mode de vie qui peut se partager avec un conjoint. Enfin, quoi que félicitant le mouvement des femmes d'avoir lutté et obtenu des programmes sociaux très intéressants comme le réseau des services de garde et le Régime québécois d'assurance parentale, elles proposent diverses modifications pour les améliorer : meilleur accès aux CPE, changements dans les calculs des prestations parentales afin de contrer la diminution de revenus des familles, etc. Elles désirent trouver des solutions qui pourraient correspondre aux besoins du plus grand nombre possible.

Le contexte social dans lequel les jeunes féministes ont grandi et dans lequel elles évoluent aujourd'hui diffère de celui des féministes qui ont pris part aux luttes des années 1970. Ces dernières perçoivent le travail de reproduction sociale comme étant synonyme d'enfermement à cause des traditions qui avaient toujours cours durant leur jeunesse. Les jeunes féministes des années 2000 ont plutôt grandi dans une société où les femmes ont accès aux études supérieures et au marché du travail. De plus, elles n'ont pas vu leurs mères « prisonnières » du foyer. Les jeunes féministes rencontrées évoluent aussi dans un marché du travail très différent de celui des années 1970. Les transformations amorcées depuis quelques décennies ont entraîné une précarisation de certains secteurs d'emploi, dont celui des services qui est à prédominance féminine, et un alourdissement des exigences, entre autres, en termes d'heures de travail, pour les secteurs les mieux rémunérés. Les jeunes féministes rencontrées désirent donc une réorganisation du marché du travail : toutes ne se voient pas l'intégrer tel quel. La famille et surtout l'équilibre entre les différentes sphères de leur vie (famille, travail rémunéré, activités pour soi) sont aussi une priorité pour elles, alors qu'elles constatent que leurs aînées accordent plus d'importance au travail rémunéré.

Les jeunes féministes accordent une grande importance à leurs valeurs féministes, écologiques et de justice sociale. Elles veulent être en cohérence avec ces valeurs, tant dans leur engagement militant, dans leur emploi au sein du mouvement des femmes que dans leur vie personnelle et amoureuse. Cette importance de cohérence dans leur engagement ne serait pas partagée autant par leurs aînées. Enfin, les jeunes féministes québécoises laisseraient une plus grande place à la diversité (d'opinions, d'identités, etc.). Ainsi, elles valoriseraient la liberté de choix au sein du mouvement davantage que le consensus prôné par les féministes qui les précèdent.

Les propos recueillis nous ont donc permis de vérifier nos hypothèses. Il semble bien que la différence de contexte social, de même que la différence de type d'engagement et de participation peut expliquer les divergences entre la parole des jeunes féministes et le discours dominant du mouvement des femmes.

Une fois la divergence entre les idées des jeunes féministes et celles qui les ont précédées sur le travail de reproduction sociale et le travail rémunéré constatée et expliquée, comment expliquer que le discours élaboré dans les années 1970 demeure dominant dans le mouvement des femmes des années 2000? Une des raisons pourrait être la structure très formelle d'un large pan du mouvement des femmes au Québec suivant certaines auteures. Par exemple, la sociologue Suzanne Staggenborg affirme que plus une organisation a une structure formelle et un pouvoir centralisé, plus elle est stable, mais moins elle est capable d'innover au niveau des stratégies. Elle a aussi davantage de difficultés à prendre en compte de multiples positions lors de prises de décisions (1989, p. 88-89).

Le mouvement des femmes québécois en général a pu perdurer grâce à l'institutionnalisation de sa base dans les années 1980. Cependant, l'envers de la médaille est peut-être la plus grande difficulté, suivant l'exemple de Staggenborg, d'innover au niveau des stratégies et des tactiques. Cela pourrait expliquer en partie pourquoi le discours sur le travail de reproduction sociale se réduit la plupart du temps à l'exhortation au travail rémunéré et à la mise en garde de la perte d'autonomie financière et d'indépendance liée au retrait (partiel ou total) du marché du travail. Proposer de nouvelles approches pour valoriser le travail invisible fait à la maison est plus difficile.

Une autre auteure, Nancy Whittier (1997), croit que la venue de nouvelles cohortes générationnelles à l'intérieur des mouvements sociaux peut modifier d'autant l'identité collective du mouvement. En entrant, ces nouvelles cohortes apportent leurs idées développées dans le contexte dans lequel s'est forgée leur identité politique. Cette venue de nouvelles idées peut alors faire changer le mouvement. Toutefois, ces changements surviennent seulement si certains facteurs sont réunis.

The degree of movement transformation depends on the speed of cohort replacement, which varies not only with the number of recruits but also with organizational structures and cultures and with the power struggles and debates between long-time activists and recruits. Long-time activists may hold enough organizational power to maintain their influence despite challenge; or new entrants may be so few in number as to have little effect. (p. 775)

Plus particulièrement, Whittier avance qu'une organisation plus informelle et décentralisée est davantage capable d'accueillir différentes cohortes générationnelles en son sein et ainsi de modifier d'autant son identité collective. Comme le mouvement des femmes au Québec est plutôt formalisé et structuré, cela pourrait expliquer la difficulté qu'éprouve la plus jeune génération à se faire une place au sein du mouvement. Ces pistes de réflexion pourraient être explorées plus avant dans un projet de recherche futur.

Le fait que le mouvement des femmes ait réussi à traverser les années et les époques est réjouissant. Faire une place aux nouvelles venues est toutefois un prérequis pour que puissent se poursuivre pour encore de nombreuses années les luttes qui doivent être menées pour atteindre l'égalité réelle et être capable, socialement, de dépasser la dichotomie des genres. La question du travail de reproduction sociale, qu'elle soit prise sous l'angle de la maternité ou de la parentalité, du travail de proche-aidante ou de la conciliation famille-travail, doit être débattue afin que des points de vue divergents du discours dominant soient entendus. Les présents États généraux sur le féminisme²⁵ seront peut-être l'occasion d'une réflexion plus large sur ces enjeux. Il reste à voir si le mouvement des femmes sera en mesure de donner une voix à toutes ses membres, incluant les plus jeunes et celles dont les positions sur le travail de reproduction sociale ne cadrent pas entièrement avec la position traditionnellement défendue. Le mouvement des femmes n'en ressortira que plus riche.

²⁵ La Fédération des femmes du Québec a lancé au printemps 2011 *Le féminisme dans tous ses états! : États généraux de l'action et de l'analyse féministes*. Un comité d'orientation a été mis sur pied et des activités auront lieu jusqu'en 2013 un peu partout au Québec.

APPENDICE A

QUESTIONNAIRE

Section 1 : Activités et intérêts féministes généraux

1. Avant de traiter le sujet de la maternité et du travail, j'aimerais vous poser quelques questions :
 - a. Quelle est votre occupation principale : travailleuse (mouvement des femmes ou non), étudiante, sans emploi?
Si mouvement des femmes : depuis combien de temps? Dans quel groupe?
Si pas mouvement des femmes : avez-vous déjà travaillé dans le mouvement des femmes? Si oui, quand, combien de temps et dans quel groupe?
 - b. Quels sont vos principaux lieux de militance féministe? (blogue, groupe formel ou informel, etc.)
 - c. Quels sont vos intérêts ou préoccupations principales en tant que féministe?

Section 2 : Perceptions et idées sur la maternité, le travail des femmes (rémunéré ou non) et la conciliation famille/travail

2. Que pensez-vous du travail invisible et non-rémunéré (soit le soin aux enfants et aux proches-dépendants et les tâches domestiques) aujourd'hui au Québec?
3. Qu'est-ce qu'être une mère pour vous en 2011 au Québec? (ou comment percevez-vous le rôle de mère?)
 - Qu'est-ce qu'être un père pour vous en 2011? (ou comment percevez-vous le rôle de père?)
4. Trouvez-vous que les rôles parentaux (tant celui de la mère que celui du père) ont changé dans les dernières décennies?
 - Si oui, quels sont les changements que vous percevez?
 - Qu'est-ce qui n'a pas changé?
5. Pensez-vous qu'il y ait une pression sociale de devenir mère? Pourquoi? Pouvez-vous m'expliquer?

6. Que pensez-vous du partage des tâches au sein des couples?
 - Qui prend soin des enfants? Comment?
 - Qui s'acquitte des tâches domestiques et de l'organisation de la maison?
 - Qui travaille à l'extérieur dans le couple? Est-ce que les deux travaillent le même nombre d'heures par semaine?
 - Quelles sont les contributions respectives des conjoints au revenu familial?
7. Quelle est votre réflexion sur la conciliation famille-travail?

Section 3 : Reconnaissance de leurs visions dans le mouvement des femmes

8. Trouvez-vous que la question de la conciliation famille-travail est prise en compte dans votre milieu de militance? (Ou de travail s'il est dans le mouvement des femmes? Et/ou, si le lien avec un groupe/milieu féministe est plus ténu, dans le mouvement des femmes en général?)
 - En termes de relations de travail (ou entre militantes)?
 - En termes de revendications portées?
9. Comment est perçue la question du travail invisible au sein des groupes auxquels vous êtes affiliée?
 - Y a-t-il une priorisation entre le travail qui est rémunéré et le travail qui ne l'est pas?
 - Que pensez-vous de cette façon de voir la question?
10. Pensez-vous que les féministes québécoises s'intéressent suffisamment à la valorisation du travail invisible?
 - Pourquoi? Pouvez-vous m'expliquer votre point de vue?
11. Sentez-vous une différence entre vos idées sur la maternité/travail invisible et le travail rémunéré et celles de vos collègues ou consœurs militantes?
 - Reconnaissez-vous vos idées dans le mouvement des femmes québécois en général?
 - Y a-t-il une différence avec celles plus âgées?
12. En début d'entrevue, vous m'avez dit que vous vous intéressiez tout particulièrement à X. Retrouvez-vous ces préoccupations dans le discours du mouvement des femmes au Québec?
13. Quelles revendications en lien avec le travail, rémunéré ou non, aimeriez-vous voir portées par le mouvement des femmes au Québec?
 - Ou y a-t-il une revendication actuelle que vous trouvez particulièrement importante?
14. En général, que pensez-vous du mouvement des femmes au Québec?

Section 4 : Type de participation et d'engagement des participantes

15. Avez-vous voté aux dernières élections fédérales, provinciales ou municipales? Pourquoi?
16. Avez-vous déjà participé à des manifestations? Dans quels buts? Si non, pourquoi?
17. Signez-vous des pétitions? Pourquoi? Pouvez-vous me donner les sujets des dernières pétitions que vous avez signées?
18. Que signifie pour vous avoir une consommation responsable? Pensez-vous avoir une consommation responsable?
 - Avez-vous déjà boycotté un produit ou une entreprise? Lequel ou laquelle? Dans quel but? Si non, pourquoi?
 - Achat local? Achat bio? « encourager » une entreprise qui offre de bonnes conditions de travail à ses employéEs et qui respecte l'environnement, etc.)
19. Avez-vous déjà été membre d'un groupe ou d'une association ou l'êtes-vous présentement? Laquelle ou lequel et pourquoi? Si non, pourquoi?
(Autre que celui ou celle déjà nommé en lien avec leur affiliation féministe s'il y a lieu.)
20. Que signifie pour vous l'engagement politique ou social?

**Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter concernant la maternité, le travail des femmes et le mouvement des femmes au Québec que nous n'aurions pas abordé dans l'entrevue?

Section 5 : Données sociodémographiques

(Si cela n'a pas été nommé dans l'entrevue)

1. Votre âge :
2. Êtes-vous mère?
3. Quel niveau de scolarité avez-vous complété?
4. Est-ce que votre mère travaillait à l'extérieur de la maison durant votre enfance? OU votre père? *(si cela n'a pas été mentionné dans l'entrevue)*
5. Êtes-vous en couple ou avez-vous déjà été en couple pour une période significative?
6. Quel est votre revenu annuel?
0-20 000 \$, 21 000-40 000 \$, 41 000-60 000 \$, Plus de 60 000 \$

APPENDICE B

PROFIL DES PARTICIPANTES

Tableau B.1
Profil des participantes²⁶

	ÂGE	RÉGION	SCOLARITÉ	OCCUPATION	MÈRE / ENFANTS	EN COUPLE
Annie	30	Montréal	Maîtrise	Travailleuse Temps plein MFQ 2 ans	Non	Oui
Maude	29	Montréal	Maîtrise	Travailleuse Temps plein MFQ 2 ans	Non	Oui
Annick	23	Autre	Certificat	Étudiante Bac en sc. humaines	Non	Oui
Julie	27	Montréal	Baccalauréat	Étudiante Temps plein maîtrise Travailleuse temps partiel MFQ	Non	Oui
Alexandra	35	Montréal	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein MFQ 10 ans	2 enfants (9 et 11 ans)	Oui
Emmanuelle	29	Montréal	Baccalauréat	Travailleuse contractuelle Temps plein MFQ 2,5 ans	Non	Oui

²⁶ La région renvoie à la région de résidence actuelle des participantes. Nous avons choisi de ne pas préciser ici la région pour celles habitant à l'extérieur de la région de Montréal pour assurer la confidentialité.

Justine	26	Montréal	Baccalauréat	Étudiante temps plein maîtrise Travailleuse temps partiel	Non	Oui
Éliane	27	Montréal	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein	Enceinte	Ou
Édith	32	Autre	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein MFQ 8 ans	3 enfants en bas âge	Oui
Lili	28	Montréal	DEC	Travailleuse Temps plein	Non	Non
France	28	Autre	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein MFQ 4 ans	Non	Oui
Charlotte	35	Autre	Maîtrise	Étudiante	3 enfants (6, 8, 10 ans)	Oui
Chantal	27	Montréal	Maîtrise	Travailleuse Temps plein MFQ 2 mois	1 enfant (1 an)	Oui
Hélène	23	Montréal	Certificat	Mère à la maison (RQAP) 6 mois (Avant, études et travail à temps partiel)	1 enfant (6 mois)	Oui
Giselle	36	Montréal	Baccalauréat	Mère à la maison depuis un peu plus d'un an (Avant, travail à temps plein)	4 enfants (1, 3, 6, 9 ans)	Oui
Louise	30	Autre	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein MFQ Étudiante temps plein maîtrise	Non	Oui
Manon	36	Montréal	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein 3 ans	1 enfant (1 an)	Oui
Elsa	29	Autre	Baccalauréat	Étudiante maîtrise	3 enfants d'âge préscolaire	Oui

Mérodie	28	Montréal	Baccalauréat	Militante à temps plein (en partie rémunéré)	Non	Oui et non
Florence	36	Montréal	Baccalauréat	Mère à la maison depuis 4 ans et demi	2 enfants (2 et 4,5 ans)	Oui
Juliette	33	Montréal	Maîtrise	Travailleuse Temps plein MFQ 7 ans	2 enfants d'âge préscolaire	Oui
Sophie	32	Montréal	Doctorat	Travailleuse Temps plein	Non	Non
Valérie	32	Montréal	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein MFQ 5 ans	1 enfant (2 ans)	Oui
Béatrice	27	Montréal	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein MFQ En rédac maîtrise temps partiel	Non	Oui
Jennifer	29	Autre	Baccalauréat	Travailleuse Temps plein MFQ 7 ans Étudiante à temps plein	2 enfants d'âge préscolaire	Oui
Luce	26	Montréal	Baccalauréat	Étudiante maîtrise à temps plein	Non	Oui
Jessie	28	Montréal	Certificat	Mère à la maison depuis 4 ans	2 enfants (3 et 5 ans)	Oui
Nathalie	34	Montréal	Baccalauréat	Mère à la maison RQAP 6 mois (Avant travail temps plein)	2 enfants (6 mois et 3 ans)	Oui
Jeanne	31	Montréal	Maîtrise	Mère à la maison RQAP	1 enfant (6 mois)	Oui

RÉFÉRENCES

- Association féminine d'éducation et d'action sociale. *Travail invisible*. En ligne. <http://www.afeas.qc.ca/que-faisons-nous/dossiers-prioritaires/travail-invisible>. Page consultée le 5 juillet 2012.
- Badinter, Elisabeth. 2010. *Le conflit : la femme et la mère*. Paris : Flammarion, 270 p.
- Baugnet, Lucy. 1996. « Participation associative et rapport au politique : l'engagement social des jeunes ». In *Des jeunes et des associations*, sous la dir. de Bernard Roudet, p. 37-51. Paris : L'Harmattan.
- Bazzo.tv. 2010. Discussion sur le salaire des parents à la maison – 28 octobre 2010 <http://bazzotv.telequebec.tv/occurrence.aspx?id=543&ep=66>. Page consultée le 25 novembre 2010.
- Beeman, Jennifer. 2012. « 45 ans de lutte pour l'accès des femmes au marché du travail : conséquences de la précarisation sur les stratégies féministes visant l'autonomie économique des femmes et la conciliation travail productif et reproductif ». *Travailler coûte cher! Le travail qui rend pauvre et ses impacts sur les individus, les familles et les sociétés, ACFAS 2012*. Montréal : Palais des congrès, 9 mai 2012.
- Bélanger, Lucie, Huguette Labrecque-Marcoux, Jocelyne Lamoureux et Louise Toupin. 1998. « La reconnaissance monétaire du travail familial ». *Relations*. En ligne. No 639, (avril 1998), p. 84-88. http://www.revuerelations.qc.ca/rerelations/archives/themes/textes/femmes/femm_bela_9804.htm Consulté le 11 février 2010.
- Bennett, Lance W. 1998. « The UnCivic Culture : Communication, Identity, and the Rise of Lifestyle Politics », *PS: Political Science and Politics*, vol. 31, no 4, p. 740-761.
- Bessin, Marc et Elsa Dorlin. 2005. « Les renouvellements générationnels du féminisme : mais pour quel sujet politique? ». *L'Homme et la société*, vol. 4, no 158, p. 11-27.
- Bock, Gisela. 2002. « Pauvreté féminine, droits des mères et États-providence ». In *Histoire des femmes en Occident, vol. V. Le XXe siècle*, sous la dir. de Georges Duby et Michelle Perrot, p. 515-554. Coll. Tempus, Éditions Perrin.
- Bourdieu, Pierre. 1980. « La "jeunesse" n'est qu'un mot ». Chap. in *Questions de sociologie*, p. 143-154. Paris : Les Éditions de Minuit, 1980.

- Bréchon, Pierre. 2001. « Moins politisés, mais plus protestataires ». In *Les valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*, sous la dir. de Olivier Galland et Bernard Roudet, p. 61-75. L'Harmattan.
- Cloutier, Annie. 2011. « Mères au foyer de divers horizons culturels dans le Québec des années 2000. Représentations en matière de choix, d'autonomie et de bien-être ». Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 248 p.
- Cohen, Yolande. 2000. « Chronologie d'une émancipation. Questions féministes sur la citoyenneté des femmes ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 3, no 2, p. 43-64.
- Dalton, Russel J., Susan E. Scarrow et Bruce E. Cain. 2004. « Advanced Democracies and the New Politics », *Journal of Democracy*, vol. 15, no 1, (January 2004), p. 124-138.
- Dandurand, Renée B. 1994. « Femmes et familles : sous le signe du paradoxe », *Recherches féministes*, vol. 7, no 1, p.1-21.
- De Gaulejac, Vincent. 2009. *La société malade de gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*. Paris : Éditions du Seuil, 353 p.
- Delphy, Christine. 2004. « Retrouver l'élan du féminisme : Voix de la résistance », *Le Monde diplomatique*, (mai, no 602), p. 24-25.
- _____. 2009a. *L'ennemi principal. Tome 1. L'économie politique du patriarcat*, Coll. Nouvelles questions féministes. Paris : Éditions Syllepse, 276 p.
- _____. 2009b. *L'ennemi principal. Tome 2. Penser le genre*, Coll. Nouvelles questions féministes. Paris : Éditions Syllepse, 386 p.
- Descarries, Francine. 2005. « L'antiféminisme 'ordinaire' », *Recherches féministes*, vol. 18, no 2, p. 137-151.
- Descarries, Francine et Christine Corbeil. 1997a. « Égalité, solidarité et survie : les pratiques du mouvement des femmes au Québec ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, no 1 (1997), p. 19-28.
- _____. 1997b. « Politique familiale et sécurité du revenu à l'aube de l'an 2000 : Comment amenuiser l'ostracisme social des femmes pauvres? », *Le Devoir* (Montréal), 1997, p. A9.
- Dubé, Marcelle. 2008. « Regards sur les expressions et les ancrages territoriaux d'un féminisme du temps présent ». In *Jeunes et dynamiques territoriales. Tome 2 : Ancrage de l'identité et lieux de participation*, sous la dir. de Madeleine Gauthier et Claude Laflamme, p. 169-183. Québec : Les Presses de l'Université Laval.

- Dumont, Micheline. 2005. « Réfléchir sur le féminisme du troisième millénaire ». In *Dialogues sur la troisième vague féministe*, sous la dir. de Maria Nengeh Mensah, p. 59-73. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Dupont, Sylvie et Francine Tremblay. 1981. « Positions », *La vie en rose*, mars, avril, mai 1981, p. 14-19.
- Erchull, Mindy J., Miriam Liss, Katherine A. Wilson, Lindsey Bateman, Ashleigh Peterson et Clare E. Sanchez. 2009. « *The Feminist Identity Development Model: Relevant for Young Women Today?* », *Sex Roles*, vol. 60, no 11-12, p. 832-842.
- Faludi, Susan. 1993. *Backlash : La guerre froide contre les femmes*. Paris : Des femmes, 572 p.
- Fédération des femmes du Québec. 2011. « Regards sur 30 ans d'actions et d'analyses féministes ». Conférence d'ouverture de Le féminisme dans tous ses états! États généraux de l'action et de l'analyse féministe. Montréal : Université du Québec à Montréal, 27 mai 2011.
- Fédération des femmes du Québec. 2012. *Rapport d'activités 2011-2012, Fédération des femmes du Québec*, 43 p.
- Fédération des femmes du Québec, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec et Au bas de l'échelle. 2008. « Une recette pour la pauvreté des femmes », *Le Devoir*. En ligne. 15 novembre 2008. <http://www.ledevoir.com/non-classe/216371/une-recette-pour-la-pauvrete-des-femmes>. Article consulté le 18 avril 2010.
- Federici, Silvia. 1981. *Wages against Housework*, extraits retranscrits dans *La Vie en rose*, mars, avril, mai 1981, p. 14-19.
- Fortin, Pierre. 2010. « Payer les mères à la maison? Tout le monde y perdrait! », *L'Actualité*, vol. 35, no 20, (15 décembre 2010), p. 64.
- Galipeau, Silvia. 2010. « Pour en finir avec les listes d'attente », *La Presse*, (vendredi 15 octobre 2010), p. Vivre 2.
- Gauthier, Madeleine. 2008. « Les jeunes porteurs de projets : le cas québécois ». In *Jeunes et projets de société : la conscience de générations en France et au Québec*, sous la dir. de Simon Langlois et Jacques Palard, p. 29-46. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Gauthier, Madeleine et Mircea Vultur. 2007. « Les valeurs des jeunes et leur impact sur les stratégies d'insertion professionnelle ». In *Sociologie de l'entreprise*, 2^e éd., sous la dir. de Jean-Pierre Dupuis, p. 273-292. Montréal : Les Éditions de la Chenelière.

- Guberman, Nancy *et al.* 2004. *Le défi des pratiques démocratiques dans les groupes de femmes*. Montréal : Les Éditions Saint-Martin, 252 p.
- Haicault, Monique. 1984. « La gestion ordinaire de la vie en deux », *Sociologie du travail*, no 3, p. 268-277.
- Henneron, Liane. 2005. « Être jeune féministe aujourd'hui : les rapports de génération dans le mouvement féministe contemporain », *L'Homme et la société*, vol. 4, no 158, p. 93-111.
- Institut de la Statistique du Québec, Direction des statistiques du travail et de la rémunération. 2012. *Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs du marché et des conditions de travail, 2001-2011. Volume 8*, rédigé par Jean-Marc Kilolo-Malambwe. Québec : Institut de la statistique du Québec, 264 p.
- Ion, Jacques. 1994. « L'évolution des formes publics d'engagement ». In *L'engagement politique. Déclin ou mutation?*, sous la dir. de Pascal Perrineau, p. 23-39. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Ion, Jacques, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot. 2005. *Militer aujourd'hui*. Paris : Éditions autrement, 138 p.
- Jacques, Julie. 2009. « Sens et portée de la consommation responsable chez les jeunes. » Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 182 p.
- Kergoat, Danièle. 2000. « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ». In *Dictionnaire critique du féminisme*, sous la dir. de Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, p. 35-44. Paris : Presses universitaires de France.
- Lamoureux, Diane. 1997. « Féminisme et citoyenneté : sortir de l'ornière du féminin ». In *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, sous la dir. de Manon Tremblay et Caroline Andrew, p. 33-54. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- _____. 2006. « Y a-t-il une troisième vague féministe? », *Cahiers du Genre*, (hors-série no 1), p. 57-74.
- _____. 2008. « Un terreau antiféministe ». In *Le mouvement masculiniste au Québec : l'antiféminisme démasqué*, sous la dir. de Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri, p. 55-72. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Lamoureux, Jocelyne, Michèle Gélinas et Katy Tari. 1993. *Femmes en mouvement. Trajectoires de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS), 1966-1991*. Montréal : éditions du Boréal, 259 p.

- Ministère de la Famille et des Aînés, Direction générale des politiques, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique. 2011. *Un Portrait statistique des familles au Québec. 2011*. Québec. 635 p.
- Maillé, Chantal. 2000. « Féminisme et mouvement des femmes au Québec. Un bilan complexe. ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 3, no 2, p. 87-105.
- Méda, Dominique. 2011. « Les jeunes ont-ils un rapport au travail spécifique? ». In *Perspectives internationales sur le travail des jeunes*, sous la dir. de Mircea Vultur et Daniel Mercure, p. 176-198. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Milan, Anne, Leslie-Anne Keown et Covadonga Robles Urquijo. 2011. « Les familles, la situation dans le ménage et le travail non rémunéré », dans *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe. 2010-2011*, Statistique Canada, 27 p.
- Miranda, Veerle. 2011. « Cooking, Caring and Volunteering : Unpaid Work Around the World », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, no. 116, OECD Publishing, 2011, 39 p.
- Nengeh Mensah, Maria. 2005. « Une troisième vague féministe au Québec? ». Chap. in. *Dialogues sur la troisième vague féministe*, p. 11-27. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Nevitte, Neil. 1996. *Decline of Deference: Canadian Value Change in Cross-National Perspective*. Toronto : University of Toronto Press, 390 p.
- Norris, Pippa. 2004. « Do Rules Matter? Structure versus Culture ». Chap. in *Electoral Engineering. Voting Rules and Political Behavior*, p. 3-38. Cambridge : Cambridge University Press.
- O'Connor, J. S., Orloff, A. et Shaver, S. 1999. *States, Markets, Families: Gender, Liberalism, and Social Policy in Australia, Canada, Great Britain, and the United States*. Cambridge, U.K.: Cambridge University Press.
- Orloff, Ann. 1996. « Gender in the Welfare State », *Annual Review of Sociology*, vol. 22, p. 51-78.
- Pateman, Carole. 2000. « Féminisme et démocratie ». In *Genre et politique. Débats et perspectives*, sous la dir. de Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 88-121. Coll. Folio/Essais. Paris : Éditions Gallimard.
- Pateman, Carole. 1992. « Equality, difference, subordination : the politics of motherhood and women's citizenship ». In *Beyond Equality and Difference : Citizenship, feminist politics and female subjectivity*, sous la dir. de Gisela Bock et Susan James, p. 17-31. New York : Routledge.

- Phillips, Anne. 2000. « Espaces publics, vies privées ». In *Genre et politique. Débats et perspectives*, sous la dir. de Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 397-454. Coll. Folio/Essais. Paris : Éditions Gallimard.
- Potin, Rozenn. 2011. *Attention Féministes!* DVD. Québec : Vidéo femmes, 50 minutes.
- Poupart, Jean. 1997. « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques ». In *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, sous la dir. de Poupart et al., p. 173-209. Boucherville : Gaétan Morin Éditeur.
- Putnam, Robert D. 1995. « Bowling Alone : America's Declining Social capital », *Journal of Democracy*, vol. 6, no 1, p. 65-78.
- Quéniart, Anne. 2008. « The Form and Meaning of Young People's Involvement in Community and Political Work », *Youth Society*, vol. 40, no 203, p. 203-223.
- Quéniart, Anne et Julie Jacques. 2001. « L'engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société », *Lien social et politique*, no 46, p. 45-53.
- _____. 2004. « Political Involvement Among Young Women : A Qualitative Analysis », *Citizenship Studies*, vol. 8, no 2, p. 177-193.
- Roy, Francine. 2006. « D'une mère à l'autre : l'évolution de la population active féminine au Canada ». In *L'Observateur économique canadien*, Statistique Canada.
- Saint-Charles, Johanne, Marie-Ève Rioux-Pelletier, Danielle Fournier et Lise Gervais. 2009. « Mieux comprendre les attentes et perspectives des jeunes travailleuses pour assurer la relève dans les groupes de femmes ». In *L'intergénérationnel. Regards pluridisciplinaires*, sous la dir. de Anne Quéniart et Roch Hurtubise, p.149-167. Rennes : Presses de l'École des hautes études en santé publique.
- Scott, Joan W. 1998. *La citoyenneté paradoxale : Les féministes françaises et les droits de l'homme*. Paris : Albin Michel, 288 p.
- Staggenborg, Suzanne. 1989. « Stability and Innovation in the Women's Movement: A Comparison of Two Movement Organizations », *Social Problems*, vol. 36, no 1, p. 75-92.
- Stewart Abigail J. et Christa McDermott. 2004. « Civic Engagement, Political Identity, and Generation in Developmental Context », *Research in Human Development*, Vol. 1, no 3, p. 189-203.

- Stolle, Dietlind, Marc Hooghe et Michele Micheletti. 2005. « Politics in the Supermarket : Political Consumerism as a Form of Political Participation », *International Political Science Review*, vol. 26, no 3, p. 245-269.
- Surprenant, Marie-Ève. 2009. *Jeunes couples en quête d'égalité*. Coll. Contrepoint. Montréal : Les éditions Sisyphe, 123 p.
- Toupin, Louise. 2005. « Voir les nouvelles figures du féminisme et entendre leurs voix ». In *Dialogues sur la troisième vague féministe*, sous la dir. de Maria Nengeh Mensah, p. 74-87. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Vandelac, Louise (sous la dir. de). 1988. *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*. Montréal : Saint-Martin, 418 p.
- Vézina, Annie. 2007. « La gauche féministe et la famille », *Presse-toi à gauche!* En ligne. (2 avril 2007). <http://www.pressegauche.org/spip.php?article638>. Consulté le 15 mars 2010.
- Walby, Sylvia. 2000. « La citoyenneté est-elle sexuée? ». In *Genre et politique. Débats et perspectives*, sous la dir. de Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 51-87. Coll. Folio/Essais. Paris : Éditions Gallimard.
- Whittier, Nancy. 1997. « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements ». *American Sociological Review*, vol. 62, no 5, p. 760-778.
- Zucker, Alyssa N. et Abigail J. Stewart. 2007. « Growing up and growing older: Feminism as a context for Women's lives », *Psychology of Women Quarterly*, vol. 31, no 2, p.137-145.